



FUNCIONARIOS



BULLETIN DE LA FEDERATION DES FONCTIONNAIRES PUBLICS D'ESPAGNE

juillet 1947

10, rue de Solférino, Paris (7^e)

Pour que dans le monde la liberté renaisse

par **Alain LE LEAP**

Secrétaire général de l'U.G.F.F.

Nos camarades d'Espagne luttent aujourd'hui ouvertement contre Franco. Le 1^{er} mai 1947, les ouvrières et ouvriers du Pays basque ont suivi avec ensemble le mot d'ordre de grève générale qui avait été lancé. Ceci est à la gloire du mouvement ouvrier espagnol comme la lutte contre l'occupant nazi fut à la gloire du mouvement ouvrier français. De même que le peuple de France s'est dressé contre un régime exécré, décidé à reconquérir à tout prix sa liberté, le peuple d'Espagne se dresse aujourd'hui contre un régime instauré par la force des armes — des armes fournies par le fascisme — et veut lui aussi reconquérir ses libertés.

Mais les représailles sont terribles. 6.000 personnes en ont été victimes, trois mille anciens prisonniers politiques qui étaient en liberté surveillée ont été emprisonnés de nouveau.

Les grévistes ont vu supprimer leurs droits sociaux : assurances, allocations diverses, etc.

Continuant à imiter ses maîtres d'hier, Franco a fait créer en Guinée espagnole (Fernando Po) un « camp de la mort ».

Tous les jours on exécute en Espagne des hommes qui ont le tort d'avoir le droit pour eux, des hommes qui ont commis ce crime de vouloir la liberté de leur peuple. N'ayant rien à perdre que la vie, ils la jouent. On a voulu les courber sous un régime de force ; ils répondent aujourd'hui par la force. Franco ayant instauré la terreur en Espagne, les appelle aujourd'hui les terroristes. Nous avons aussi connu cela, et ces terroristes d'Espagne ont aujourd'hui, comme ceux de France l'avaient hier, la sympathie, et doivent avoir l'appui de tous les hommes qui dans le monde se veulent libres.

Parmi ceux qui tombent de l'autre côté de la frontière se trouvent des combattants de la résistance de France. Ils ont droit aussi à notre gratitude.

(Voir la suite page 3.)

DEVANT LES CONGRÈS DES FONCTIONNAIRES ET DES TRAVAILLEURS DE L'ÉTAT

LES Fédérations des Fonctionnaires, celle des Travailleurs de l'Etat et l'U.G.F.F. réuniront leurs congrès entre le 30 juin et le 5 juillet.

Les responsabilités qui incombent à nos camarades fonctionnaires et travailleurs de l'Etat, par l'importance et la qualité de leurs effectifs syndicaux dans le mouvement ouvrier français et sur le plan international, sont très lourdes.

Une année féconde en batailles syndicales victorieuses vient de s'écouler. Une autre s'ouvre, où les tâches présentes exigeront aussi l'attention redoublée, la discipline organique, l'unité indestructible, la ferme et intelligente direction,

qui ont fait leurs preuves au courant de la période 1946-1947.

Si c'était encore à démontrer, une fois de plus la C.G.T. a convaincu ses adversaires mêmes du patriotisme qui l'inspire, de sa capacité constructive, de son amour de la démocratie, de la puissance sereine de son organisation monolithique et aussi de l'universalité de son rayonnement. Outre les problèmes de l'Union Française, ceux de la Grèce, de l'Espagne ont bénéficié de la présence active et constante de la C.G.T.

L'intervention magistrale de Jouhaux à l'O.N.U., la fraternelle action C.G.T.-U.G.T., les liens qui unissent notre **Federacion de Funcionarios Publicos de España** à l'U.G.F.F., à ses Fédérations, à celle des Travailleurs de l'Etat, à chacun de ses syndicats, à chacun de leurs adhérents sont des preuves concluantes.

Des sommes considérables ont été versées aux fonds de notre mouvement syndical, à celui de solidarité avec les grévistes du pays basque. Inlassablement, ont été adoptées des résolutions de solidarité morale avec notre lutte, pour arrêter la terreur franquiste, contre Franco et pour la liberté du peuple et de la classe ouvrière espagnole.

Notre combat a crû en intensité et en ampleur ; il continue, grâce à l'encouragement de cette solidarité morale, à ses possibilités économiques, qui accroissent et raidissent notre volonté de vaincre.

Nous avons demandé à nos camarades français des efforts très importants. Aujourd'hui, en plein raidissement de la lutte, quand l'ennemi réagit avec une brutalité sans précédent, quand le mordant des organismes syndicaux, politiques et de guerre de notre résistance se concrétise et passe à une nouvelle phase du combat, au seuil des congrès des Fédérations des Travailleurs de l'Etat, de l'Administration générale, des Finances, des Travaux publics, de la Police, de l'Economie générale et de l'U.G.F.F., congrès auxquels nous avons été fraternellement invités, nous irons à nouveau auprès de nos camarades français, leur dire ce que nous avons fait avec leur appui et leur solidarité morale et matérielle, ce que nous attendons encore de leur participation à la lutte du peuple espagnol pour sa libération, de sa fraternelle solidarité syndicale, et leur confirmer notre volonté irréductible, parallèle à la volonté de la classe ouvrière et du peuple espagnol, d'écraser Franco et son régime indigne et de reconquérir, avec la République, les libertés syndicales et démocratiques pour l'Espagne.

Le Comité central du Groupe professionnel en France de la Fédération des Fonctionnaires publics d'Espagne exprime ses salutations fraternelles à tous les délégués aux Congrès des Fédérations des fonctionnaires, de l'U.G.F.F. et de la Fédération des Travailleurs de l'Etat, en faisant des vœux pour le plus grand succès de leurs délibérations pour le bien de la classe ouvrière et du grand peuple français.

Convaincus de l'esprit de solidarité avec la cause du peuple espagnol qui vous anime et qui a été démontré en toutes occasions, nous vous sommes à l'avance reconnaissants des résolutions qui vont marquer une fois de plus votre compréhension du sens universel de la lutte que notre classe ouvrière et notre peuple soutiennent contre Franco et son régime pour la République, pour la démocratie, pour la liberté politique et syndicale.

REFERENDUM SOUS LA TERREUR

Après la promulgation de la fameuse loi de succession avec laquelle, malgré la répulsion de notre peuple, le dictateur espagnol prétend s'accrocher aux délices du pouvoir personnel, un referendum est annoncé pour le mois de juillet, afin de donner à cet avorton et au régime imposé par le sang et le feu, les apparences d'une approbation populaire.

Cette loi, qu'il prétend faire passer pour « démocratique », a été adoptée en séance « parlementaire » des « Cortes » du Caudillo et elle contient des précisions qui donnent à Franco le pouvoir de refuser tel ou tel aspirant « Roi » ou « Régent », même si lesdites Cortes le proposaient ou approuvaient, le prétendant, d'ailleurs, étant astreint à l'acceptation « a priori » des principes phalangistes du régime.

Le peuple espagnol, sa classe ouvrière en tête, qui lutte farouchement pour reconquérir sa liberté, qui étale ouvertement son aversion au régime fasciste par des actions d'orientation aussi revendicative que politique — la démonstration des journées de mai en pays basque en sont une héroïque preuve — s'abstiendra de participer à la comédie « démocratique » du referendum, escomptant à l'avance que, son résultat mathématique soit ou non favorable, Franco restera au pouvoir parce qu'il va avoir lieu sous l'empire de la terreur la plus sauvage que notre pays ait connue.

Coincitant avec l'approbation de cette « loi de succession » et avec l'annonce du referendum, une nouvelle vague de terreur a été déclenchée contre notre peuple. Arrestations et assassinats en masse, tortures et exécutions sommaires, « loi d'évasions », déportations, etc., toute la gamme des méthodes et des procédés de la terreur nazie.

Des milliers d'ouvriers et d'antifranquistes ont été arrêtés. Des ouvriers et des paysans ont été encore assassinés en grand nombre au cours des trois derniers mois. Rien que pendant le mois d'avril, avant les journées de grève du pays basque, soixante-huit travailleurs ont été les victimes du sadisme assassin franquiste.

Et ce ne sont que des faits rigoureusement contrôlés, un pâle réflexe en som-

me des nombreux crimes à la charge de Franco et de la Phalange.

En date du 3 mai, un nouveau décret, que nous reproduisons ailleurs, a été publié, où la peine de mort est requise contre tout acte ou propagande contre le régime. Son article 5 prévoit que la loi punira « tous ceux qui, vivant clandestinement, auront adhéré aux partis ou groupes coupables de maraude, banditisme ou de subversion sociale ».

D'après ce décret, tous les travailleurs adhérents aux syndicats clandestins, tous les Espagnols antifranquistes sont passibles de la peine de mort.

Dans ce danger se trouve déjà, parmi tant d'autres, notre camarade Jose Sature, membre du Comité National de l'U.G.T. et secrétaire de l'Union des radiotélégraphistes d'Espagne, détenu depuis quelques jours sous l'inculpation de subversion sociale.

Considérant encore trop faible cette sauvage loi de répression, un ordre de service confidentiel vient d'être remis à toute la police par lequel le directeur général de la Sûreté interdit de faire des prisonniers et ordonne d'assassiner sur place les patriotes arrêtés.

(Suite en quatrième page.)

Nouveau décret-loi contre le « terrorisme »

Le « Bulletin officiel de l'Etat » franquiste a publié, le 3 mai 1947, un décret-loi portant la date du 18 avril 1947, contre les délits de « banditisme et terrorisme » qui n'a de pareil que les dernières dispositions de Himmler lorsque le régime nazi, par l'avance foudroyante des armées alliées sur Berlin, se trouva aux abois.

On remarquera dans la partie dispositive de cette loi, dont on trouvera le texte ci-dessous, qu'il vise essentiellement les exploits des vaillants QUERRILLEROS et dans l'article 5 le mouvement syndical clandestin et les grèves, le tout camouflé avec de grands mots sur la « dépravation morale », dit le préambule, de l'après-guerre, alors que Franco a dit que la guerre était finie en avril 1939.

La partie dispositive du décret-loi est ainsi conçue :

Article premier. — Ceux qui, pour atteinte à la sûreté publique, apeurer la population d'une ville, pour accomplir des vengeances ou des représailles d'un caractère social ou politique, troubler la tranquillité, l'ordre ou les services publics, provoqueront des explosions, des incendies, des naufrages, des déraillements, des interruptions dans les communications, des effondrements, des inondations, ou feront usage de tout autre moyen ou artifice qui peuvent produire des méfaits graves seront punis :

- 1° de la peine de mort s'il se produit la mort d'une personne ;
- 2° de la réclusion perpétuelle dans les autres cas.

Art. 2. — Le simple usage ou placement de substances, matières ou artifices, ayant pour but les faits mentionnés dans l'article antérieur, fera l'objet d'une punition analogue au deuxième alinéa, même s'il n'y a pas eu d'incendie, explosion ou autre effet.

Art. 3. — Ceux qui pour accomplir un vol ou à l'intention de celui-ci ou à l'occasion du vol, voudraient attaquer ou intimider des personnes avec des armes à feu seront punis :

- a) de la peine de mort s'il se produit la mort d'une personne ;
- b) de la réclusion majeure à vie ;

Si le malfaiteur ou les malfaiteurs agissent par surprise sur les habitants d'une maison particulière ou commerciale ou agissent contre une personne chargée de la garde ou du transport de valeurs ou arrêtaient des voyageurs à champ découvert ;

Si quelqu'un des malfaiteurs avait des armes de guerre.

Art. 4. — Ceux qui s'empareront d'une personne seront punis :

- 1° De la peine de mort s'il se produit la mort, mutilation ou viol de la personne saisie ou disparue, s'il n'est pas donné raison d'elle.
- 2° De la réclusion majeure à vie dans les autres cas.

Lorsque, par des circonstances spéciales au fait, il serait démontré qu'il n'y a pas eu à craindre pour l'intégrité corporelle de la per-

sonne saisie, il sera appliqué la législation commune.

Art. 5. — Ceux qui s'éloigneraient d'une façon manifeste de la vie sociale ou qui vivraient subrepticement dans la vie urbaine, formeraient des bandes ou des groupes propres pour le maraudage, pour le banditisme ou à la subversion sociale, seront punis :

- 1° De la peine de mort ;
- a) Le chef de la bande dans tous les cas ;
- b) Les composants de la bande qui auraient collaboré de quelque manière que ce soit à la réalisation d'un délit mentionné dans cette loi.
- 2° De la réclusion majeure ou mort pour ceux qui auraient pris part à la réalisation des délits compris dans cette loi.
- 3° De la peine de réclusion majeure, les autres délits non compris dans les deux paragraphes précédents.

Art. 6. — Ceux qui aideront sans se rendre complices ou receleurs des composants de groupes ou bandes mentionnés dans l'article précédent seront punis de la peine de prison mineure ou déportation, suivant l'avis du tribunal qui pourra en outre infliger une amende de 5 à 100.000 pesetas.

Art. 7. — Ceux qui profitant de la peur plus ou moins fondée, réaliseront un des délits mentionnés dans cette loi, ou accompliront d'autres faits de banditisme ou de manderaient sous l'anonymat par des menaces claires ou supposées, pour se faire donner ou placer quelque part de l'argent, bijoux, valeurs ou d'autres biens quelconques ou pour obliger à ne pas faire telle ou telle chose, seront punis de la peine de prison mineure à vie.

Art. 8. — Seront exonérés de la peine qui pourrait leur être infligée :

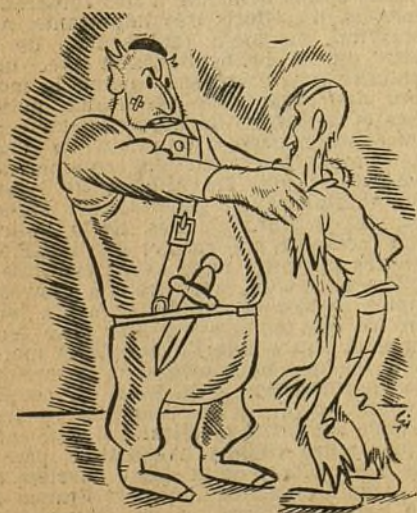
- a) ceux qui compromis pour réaliser un des délits mentionnés dans cette loi, le dénonceront avant d'être engagés et à temps voulu pour en éviter les conséquences ;
- b) ceux compromis dans l'alinéa 3 de l'article 5 qui faciliteront vraiment l'arrestation de la bande ;
- c) ceux compris dans l'article 6 ayant agi par peur, qui prévient sans retard la force publique sur la présence des malfaiteurs.

La simple omission de la dénonciation rapide sera considérée comme complicité.

Art. 9. — La jurisprudence militaire aura seule compétence pour connaître des délits punis par cette loi et jugés par la procédure d'urgence.

Si, par des circonstances spéciales, les faits n'avaient pas la gravité suffisante pour être qualifiés comme délits de terrorisme ou banditisme et devaient être jugés conformément à la loi commune, la législation militaire pourra se dessaisir de l'affaire.

Art. 10. — La loi de sécurité de l'Etat et toutes dispositions contraires à l'esprit de cette loi sont annulées. Le présent décret-loi sera soumis aux Cortes.



Tu es libre ! Tu peux voter avec le Caudillo, ou pour le Caudillo.

La grève du pays basque et ses répercussions

Le fait héroïque du grand mouvement combatif, d'unité antifranquiste, constitué par la grève dans le pays basque, est, par son envergure et son volume, l'épisode le plus important qui se soit produit depuis l'imposition du régime de Franco à notre patrie.

Nous devons analyser ses conséquences et ses caractéristiques, ses répercussions, ses exemples qui sont déjà entrés dans le domaine de l'histoire des luttes de notre peuple pour sa libération, pour la liberté et la démocratie.

La grève de Bilbao s'est effectuée par l'unanimité des 60.000 travailleurs adhérant à l'Union générale des Travailleurs, à la Confédération nationale du Travail, à l'organisation catholique de solidarité basque.

Cette unité des travailleurs est, par elle-même, un premier triomphe politique qui symbolise la protestation d'un peuple contre le régime qui l'opprime.

Le franquisme est surpris par cette unité de la classe ouvrière, et cette protestation, par son unanimité obtient la sympathie de toutes les classes démocratiques des peuples d'Espagne même en partie de la classe nationale qui s'oppose à appliquer, dans certains ateliers et usines, les représailles gouvernementales.

La manifestation, nettement politique, s'est produite en commémoration de la journée du Premier mai, fête internationale du travail, et cette circonstance déclenche la sympathie active et l'appui décidé de la

démocratie internationale et principalement de la classe ouvrière de tous les pays. La F.S.M. intervient rapidement et efficacement et adopte la résolution de se solidariser avec les travailleurs basques, avec tout le peuple espagnol.

L'unité de la protestation et son ampleur ont été un rude coup pour le franquisme, mais aussi pour les chantres de la capitulation, ces soi-disants représentants des ouvriers et des républicains, ces hommes sans foi parmi notre peuple, qui ont été démasqués comme des ennemis des institutions républicaines et de la démocratie. Cette unité, cette droiture est un triomphe aussi sur les dangereux conciliabules de certaines chancelleries, tenus à l'insu du peuple espagnol.

La grève en Biscaye a eu un retentissement mondial. Elle n'est pas finie, elle se prolonge et se répète avec les dockers de Pasajes, avec d'autres secteurs de la production, dans d'autres endroits du territoire espagnol, bien connus pour leur combativité.

Le renforcement de cette combativité des travailleurs unis contre le franquisme est une démonstration de la ligne juste de notre II^e congrès de l'U.G.T., ligne d'unité et de combat, ligne unitaire autour du conseil central de la Résistance.

Elle montrera aussi devant le conseil de l'O.N.U. la volonté républicaine de notre peuple, seule solution qui s'impose au problème espagnol.

Les répercussions accélérant la chute de Franco phalangisme dont les méthodes de répression ont largement démontré son origine hitlérienne.

L'unité qui a triomphé dans le pays basque est un exemple pour tous à l'intérieur comme à l'extérieur.

L'unité est une victoire antifranquiste. La grève totale en Biscaye met fin à une étape de mouvements isolés, pour gagner les plus larges masses des peuples de la presqu'île, et prélude en même temps à une solide et active unité antifranquiste, moyen le plus efficace pour finir avec Franco et instaurer la démocratie républicaine.

Avec l'unité et la décision de vaincre, avec l'appui de la démocratie mondiale qui ne peut pas oublier que la cause du peuple espagnol dépasse les frontières pour être la cause de tous les hommes libres, du progrès et de la paix mondiale, le peuple espagnol ira jusqu'à la fin.

Notre appel a été déjà entendu. Principalement les fédérations françaises des fonctionnaires, des services publics, des travailleurs de l'Etat, ont montré et montrent chaque jour, de la direction à la base sa solidarité fraternelle et magnifique.

Nous appelons aussi à la solidarité tous les travailleurs de la fonction publique de tous les pays, en leur demandant de rendre effective sa solidarité morale et matérielle pour la continuation de notre combat, pour aider les victimes de la répression en pays basque, répression sauvage et sanglante qui dépasse toute description et toute imagination, répression déclenchée sur les ouvriers qui ont fait honneur à la fête du Premier mai, journée internationale du monde du Travail, expression de la volonté de la classe ouvrière de marcher vers le progrès, pour la démocratie, pour la liberté.

Pour que dans le monde la liberté renaisse

(Suite de la première page.)

La résistance espagnole s'organise comme s'est organisée la résistance française : grèves sur le tas ou grèves perlées, guerillas, bulletins clandestins, exécution des bourreaux franquistes dans les rues de Madrid, de Barcelone, des grandes villes, le long des routes, etc. Mais la résistance espagnole ne reçoit pas de l'extérieur l'aide qu'elle est en droit d'attendre. Les faiblesses et les complaisances à l'égard de Franco et de son régime sont la marque d'une courante régression sociale que les puissances économiques et financières tentent de développer dans le monde.

Le combat de nos camarades d'Espagne est aussi le nôtre. Tous ceux qui sont épris de cet idéal de justice et de liberté qui est celui des syndicalistes, des vrais syndicalistes de tous les pays, se doivent d'aider ces hommes qui souffrent, qui se battent et qui meurent chaque jour.

Franco, danger pour tous les peuples libres, symbole de l'oppression doit disparaître. Il disparaîtra. Ce sera une des gloires du syndicalisme français d'y avoir contribué.

A. Le L.

Une lettre de nos camarades d'Espagne

(Traduction de la lettre originale remise à notre organisme dirigeant en France par les camarades dirigeant le Comité Provisional de l'U.G.T. de l'intérieur du Pays Basque.)

A LA JUNTA CENTRAL DE L'U.G.T. EN FRANCE.

Chers camarades,

Nous avons bien reçu les 100.000 Pesetas que vous nous avez envoyées, pour marquer votre solidarité à l'égard des camarades emprisonnés ou poursuivis à la suite de la grève des premiers jours de mai.

Les foyers désolés par la plus sauvage répression et par la terreur fasciste ont commencé à recevoir ces secours qui apporteront un soulagement à la misère et à la famine qui s'y installent.

La confiance et l'espoir qu'ont placés en vous les Ugetistes et la classe ouvrière sont justifiés par les efforts constants que vous avez déployés en notre faveur. Ces sentiments ne sont pas diminués par notre séparation, toute temporaire d'ailleurs, et l'appui matériel que vous avez commencé à nous fournir nous permettra d'intensifier le combat antifranquiste et d'amener plus rapidement la victoire de la République.

Nous avons connaissance également de votre action énergique pour une organisation puissante, unique et solide au sein de l'U.G.T. et la réalisation de l'unité syndicale, arme la plus puissante entre les mains de la classe ouvrière.

De notre côté, nous intensifierons les efforts pour obtenir ce résultat et faire rayonner notre déjà puissante organisation jusqu'aux derniers recoins d'Euzkadi, développant notre lutte pour la défense des intérêts économiques et politiques de la classe ouvrière.

Au nom de nos camarades victimes de la répression et de tout notre peuple, nous vous transmettons nos salutations fraternelles qui vont surtout à ceux qui s'opposent à toute manœuvre de capitulation et travaillent pour le triomphe de la République.

Le Comité de l'U.G.T. d'Euzkadi,

Le Président,

Le Trésorier.

UN PEUPLE N'EST JAMAIS LIBRE si un peuple voisin gémit sous le joug

Malgré la terreur, malgré l'opaque oppression du régime franquiste, les travailleurs basques ont cessé le travail le 1^{er} mai. Par ce geste héroïque, nos frères d'Espagne ont marqué leur solidarité avec les travailleurs du monde. Malgré leur baillon, malgré leurs chaînes, ces esclaves que Franco a, depuis dix ans, voulu ravalier au rang de la bête, se sont dressés, dans le magnifique orgueil de la race, espagnole, contre la brute fasciste.

Il ne faut pas voir, dans les manifestations ouvrières du pays basque, un simple réveil du prolétariat espagnol. La conscience espagnole ne s'est jamais éteinte; le peuple espagnol ne s'est jamais avoué vaincu: il a perdu une bataille, mais il n'accepte pas la défaite et il prépare sa revanche.

Elle serait déjà venue, inexorable et puissante, si le fantôme de Madrid ne polarisait autour de lui toute la réaction internationale. Franco seul, isolé, serait depuis longtemps balayé comme fétu de paille de la scène de l'Histoire. Il aurait sombré comme Mussolini, son comparse. Mais les trusts américains, mais les banquiers anglais veillent à la sauvegarde d'un régime qui assure la pérennité et la prospérité des intérêts capitalistes anglo-saxons, la tête de pont stratégique et idéologique en vue d'une offensive possible contre les républiques populaires d'Europe et la nouvelle démocratie française. L'Espagne, la Grèce, la Turquie, ne sont que les postes avancés de la réaction internationale en quête de nouvelles aventures sanglantes. Mais les peuples de ces pays n'ont jamais accepté et n'accepteront jamais que l'étranger règne en maître chez eux par personne interposée.

En luttant contre la dictature, le peuple basque lutte pour la liberté de tous les travailleurs du monde et pour la paix entre tous les peuples du monde.

Sa lutte est notre lutte; ses victoires dépassent le cadre des frontières de l'Espagne; elles sont les victoires des hommes libres de tous les pays. C'est pourquoi les hommes libres du monde ne peuvent rester indifférents à la lutte du peuple espagnol sans se condamner eux-mêmes, sans compromettre leur propre liberté et leur propre tranquillité.

En manifestant le 1^{er} mai, le peuple basque a marqué l'étroite et fraternelle solidarité qui unit les travailleurs de tous les pays et il a montré qu'un pays n'est jamais tout à fait libre si un peuple voisin gémit sous le joug d'un tyran.

Pour nous, Français, la liberté que nous avons conquise au bout de quatre années de résistance à l'oppression, restera toujours précaire tant que subsisteront dans le monde, et particulièrement en Espagne, des vestiges de la tyrannie fasciste.

L'aide au peuple d'Espagne est l'un des aspects de notre propre lutte contre la réaction de notre pays. Tout affaiblissement de la réaction internationale est une victoire sur notre propre réaction nationale. Les forces répressives sont puissantes de par leur liaison et leur solidarité internationale. Travailleurs français, unissons nos efforts aux héroïques efforts du peuple espagnol. Soyons solidaires des travailleurs d'Espagne; apportons leur notre concours moral et matériel pour qu'ils sentent que la classe ouvrière française est au diapason de

par **Jacques PRUJA**

secrétaire général adjoint de l'U.G.F.F.

leurs infortunes ainsi que de leurs espérances. Et nous, fonctionnaires français, si légitimement fiers de nos conquêtes sociales et des prérogatives nouvelles que nous confère le statut de la fonction publique, n'oublions jamais qu'elles peuvent, un jour, être remises en cause si la menace du régime fasciste continue à subsister de l'autre côté des Pyrénées.

SOLIDARITE

des fonctionnaires français avec les grévistes du Pays Basque

Sommes versées par les Fédérations à la C.G.T., au C.C.P. de l'U.G.F.F. et à notre trésorerie.

	Francs
Economie générale.	50.000
Travailleurs de l'Etat	25.000
Travaux publics.	5.000
Administration générale. . .	25.000
Finances.	25.000
Police (souscription en cours).	
Air, Guerre, Marine (souscription en cours).	
Enseignement (souscription en cours).	
	130.000

Dans notre prochain bulletin nous publierons la liste des syndicats nationaux ayant souscrit, ainsi que celle des organismes départementaux qui ont fait des versements par l'intermédiaire de notre Fédération.

REFERENDUM SOUS LA TERREUR

(Suite de la deuxième page.)

Voici la traduction de ce cynique document :

« Compte tenu des interventions des représentants diplomatiques étrangers au sujet de certains procès instruits contre des individus arrêtés pour activités criminelles contre la sécurité de l'Etat et le prestige de notre Patrie, les forces chargées de la répression des actes de sabotage et terrorisme appliqueront dorénavant en toute rigueur le châtiment mérité par tout détenu porteur d'arme ou coupable d'acte de ce genre. En conséquence, aucun prisonnier ne doit être fait, sauf dans les cas où il y aurait des témoins suspects ou s'il se produisait des circonstances qui pourraient donner lieu à une propagande qui profiterait à nos ennemis. »

Après un tel appel à l'assassinat, méthode brutale de renforcement du système de répression fasciste, la solidarité

Pour une Espagne républicaine et démocratique

par **Rose ETIENNE**

Secrétaire de l'U.G.F.F.

Depuis plus de dix ans, nous assistons impuissants à la lutte des Espagnols républicains contre le régime franquiste.

C'est avec douleur que nous voyons nos frères espagnols se débattre contre une dictature dont nous avons pu, en France, mesurer les néfastes effets pendant une période moins longue mais qui nous a paru pourtant une éternité.

La libération avait apporté avec elle non pas l'espoir, mais la certitude que le fascisme était définitivement vaincu dans le monde et que les peuples épris de liberté allaient enfin goûter à nouveau la joie d'exercer cette liberté sans autre contrainte qu'une discipline librement consentie et basée sur la raison et sur la conscience.

La situation du peuple espagnol est tragique. Si nous sommes bien informés, 75 % des enfants d'Espagne sont atteints de tuberculose et, en dehors de toute préoccupation politique, cette situation pose un problème humain qui ne peut et ne doit laisser personne insensible.

Les Espagnols qui vivent en France sont malheureux. Loin du pays, privés de ressources, ils souffrent dans leur chair et dans leur esprit.

En Espagne, on emprisonne, on fusille, on tire même, nous dit-on, sur tout groupe suspect.

Nos camarades fonctionnaires espagnols, réfugiés en France, savent qu'ils peuvent compter sur l'appui moral des fonctionnaires Français, mais cela ne saurait suffire, il faut éveiller les consciences, faire appel non pas à la compassion mais à l'esprit de solidarité, rappeler aux Français que rien ne leur est plus précieux que la liberté, qu'ils ont payé la leur au prix du sang et des larmes et qu'ils ne doivent pas oublier qu'un peuple républicain opprimé a les yeux fixés sur les démocraties avec l'espoir que celles-ci pourront enfin s'unir pour secouer le joug qui pèse sur les malheureux républicains espagnols qui, comme les Français, savent donner leur vie pour la liberté.

internationale est plus que jamais nécessaire et urgente pour arrêter par des décisions efficaces le bras du tyran.

Il faut que l'action solidaire des travailleurs français et de la conscience universelle soit exprimée matériellement par l'envoi aux prisons de colis de linge, de denrées alimentaires, de médicaments, en les adressant directement et personnellement aux détenus.

Il faut réclamer la constitution d'une commission internationale de juristes qui aille en Espagne enquêter sur place sur les conditions de terreur auxquelles notre peuple est contraint et fasse arrêter la sauvage répression fasciste.

Tous nos efforts, toute la solidarité de la classe ouvrière internationale et particulièrement la vôtre, camarades français, sont nécessaires pour en finir avec le régime franquiste et rendre au peuple espagnol la République et avec elle les libertés qui lui ont été ravies.



FUNCIONARIOS



BULLETIN DE LA FEDERATION DES FONCTIONNAIRES PUBLICS D'ESPAGNE

juillet 1947

10, rue de Solférino, Paris (7)

Pour que dans le monde la liberté renaisse

par **Alain LE LEAP**

Secrétaire général de l'U.G.F.F.

Nos camarades d'Espagne luttent aujourd'hui ouvertement contre Franco. Le 1^{er} mai 1947, les ouvrières et ouvriers du Pays basque ont suivi avec ensemble le mot d'ordre de grève générale qui avait été lancé. Ceci est à la gloire du mouvement ouvrier espagnol comme la lutte contre l'occupant nazi fut à la gloire du mouvement ouvrier français. De même que le peuple de France s'est dressé contre un régime exécré, décidé à reconquérir à tout prix sa liberté, le peuple d'Espagne se dresse aujourd'hui contre un régime instauré par la force des armes — des armes fournies par le fascisme — et veut lui aussi reconquérir ses libertés.

Mais les représailles sont terribles. 6.000 personnes en ont été victimes, trois mille anciens prisonniers politiques qui étaient en liberté surveillée ont été emprisonnés de nouveau.

Les grévistes ont vu supprimer leurs droits sociaux : assurances, allocations diverses, etc.

Continuant à imiter ses maîtres d'hier, Franco a fait créer en Guinée espagnole (Fernando Po) un « camp de la mort ».

Tous les jours on exécute en Espagne des hommes qui ont le tort d'avoir le droit pour eux, des hommes qui ont commis ce crime de vouloir la liberté de leur peuple. N'ayant rien à perdre que la vie, ils la jouent. On a voulu les courber sous un régime de force ; ils répondent aujourd'hui par la force. Franco ayant instauré la terreur en Espagne, les appelle aujourd'hui les terroristes. Nous avons aussi connu cela, et ces terroristes d'Espagne ont aujourd'hui, comme ceux de France l'avaient hier, la sympathie, et doivent avoir l'appui de tous les hommes qui dans le monde se veulent libres.

Parmi ceux qui tombent de l'autre côté de la frontière se trouvent des combattants de la résistance de France. Ils ont droit aussi à notre gratitude.

(Voir la suite page 3.)

DEVANT LES CONGRÈS DES FONCTIONNAIRES ET DES TRAVAILLEURS DE L'ÉTAT

LES Fédérations des Fonctionnaires, celle des Travailleurs de l'Etat et l'U.G.F.F. réuniront leurs congrès entre le 30 juin et le 5 juillet.

Les responsabilités qui incombent à nos camarades fonctionnaires et travailleurs de l'Etat, par l'importance et la qualité de leurs effectifs syndicaux dans le mouvement ouvrier français et sur le plan international, sont très lourdes.

Une année féconde en batailles syndicales victorieuses vient de s'écouler. Une autre s'ouvre, où les tâches présentes exigeront aussi l'attention redoublée, la discipline organique, l'unité indestructible, la ferme et intelligente direction,

qui ont fait leurs preuves au courant de la période 1946-1947.

Si c'était encore à démontrer, une fois de plus la C.G.T. a convaincu ses adversaires mêmes du patriotisme qui l'inspire, de sa capacité constructive, de son amour de la démocratie, de la puissance sereine de son organisation monolithique et aussi de l'universalité de son rayonnement. Outre les problèmes de l'Union Française, ceux de la Grèce, de l'Espagne ont bénéficié de la présence active et constante de la C.G.T.

L'intervention magistrale de Jouhaux à l'O.N.U., la fraternelle action C.G.T.-U.G.T., les liens qui unissent notre **Federacion de Funcionarios Publicos de España** à l'U.G.F.F., à ses Fédérations, à celle des Travailleurs de l'Etat, à chacun de ses syndicats, à chacun de leurs adhérents sont des preuves concluantes.

Des sommes considérables ont été versées aux fonds de notre mouvement syndical, à celui de solidarité avec les grévistes du pays basque. Inlassablement, ont été adoptées des résolutions de solidarité morale avec notre lutte, pour arrêter la terreur franquiste, contre Franco et pour la liberté du peuple et de la classe ouvrière espagnole.

Notre combat a crû en intensité et en ampleur ; il continue, grâce à l'encouragement de cette solidarité morale, à ses possibilités économiques, qui accroissent et raidissent notre volonté de vaincre.

Nous avons demandé à nos camarades français des efforts très importants. Aujourd'hui, en plein raidissement de la lutte, quand l'ennemi réagit avec une brutalité sans précédent, quand le mordant des organismes syndicaux, politiques et de guerre de notre résistance se concrétise et passe à une nouvelle phase du combat, au seuil des congrès des Fédérations des Travailleurs de l'Etat, de l'Administration générale, des Finances, des Travaux publics, de la Police, de l'Economie générale et de l'U.G.F.F., congrès auxquels nous avons été fraternellement invités, nous irons à nouveau auprès de nos camarades français, leur dire ce que nous avons fait avec leur appui et leur solidarité morale et matérielle, ce que nous attendons encore de leur participation à la lutte du peuple espagnol pour sa libération, de sa fraternelle solidarité syndicale, et leur confirmer notre volonté irréductible, parallèle à la volonté de la classe ouvrière et du peuple espagnol, d'effacer Franco et son régime indigne et de reconquérir, avec la République, les libertés syndicales et démocratiques pour l'Espagne.

Le Comité central du Groupe professionnel en France de la Fédération des Fonctionnaires publics d'Espagne exprime ses salutations fraternelles à tous les délégués aux Congrès des Fédérations des fonctionnaires, de l'U.G.F.F. et de la Fédération des Travailleurs de l'Etat, en faisant des vœux pour le plus grand succès de leurs délibérations pour le bien de la classe ouvrière et du grand peuple français.

Convaincus de l'esprit de solidarité avec la cause du peuple espagnol qui vous anime et qui a été démontré en toutes occasions, nous vous sommes à l'avance reconnaissants des résolutions qui vont marquer une fois de plus votre compréhension du sens universel de la lutte que notre classe ouvrière et notre peuple soutiennent contre Franco et son régime pour la République, pour la démocratie, pour la liberté politique et syndicale.

REFERENDUM SOUS LA TERREUR

Après la promulgation de la fameuse loi de succession avec laquelle, malgré la répulsion de notre peuple, le dictateur espagnol prétend s'accrocher aux délices du pouvoir personnel, un referendum est annoncé pour le mois de juillet, afin de donner à cet avorton et au régime imposé par le sang et le feu, les apparences d'une approbation populaire.

Cette loi, qu'il prétend faire passer pour « démocratique », a été adoptée en séance « parlementaire » des « Cortès » du Caudillo et elle contient des précisions qui donnent à Franco le pouvoir de refuser tel ou tel aspirant « Roi » ou « Régent », même si lesdites Cortès le proposaient ou approuvaient, le prétendant, d'ailleurs, étant astreint à l'acceptation « a priori » des principes phalangistes du régime.

Le peuple espagnol, sa classe ouvrière en tête, qui lutte farouchement pour reconquérir sa liberté, qui étale ouvertement son aversion au régime fasciste par des actions d'orientation aussi revendicative que politique — la démonstration des journées de mai en pays basque en sont une héroïque preuve — s'abstiendra de participer à la comédie « démocratique » du referendum, escomptant à l'avance que, son résultat mathématique soit ou non favorable, Franco restera au pouvoir parce qu'il va avoir lieu sous l'empire de la terreur la plus sauvage que notre pays ait connue.

Coincitant avec l'approbation de cette « loi de succession » et avec l'annonce du referendum, une nouvelle vague de terreur a été déclenchée contre notre peuple. Arrestations et assassinats en masse, tortures et exécutions sommaires, « loi d'évasions », déportations, etc., toute la gamme des méthodes et des procédés de la terreur nazie.

Des milliers d'ouvriers et d'antifranquistes ont été arrêtés. Des ouvriers et des paysans ont été encore assassinés en grand nombre au cours des trois derniers mois. Rien que pendant le mois d'avril, avant les journées de grève du pays basque, soixante-huit travailleurs ont été les victimes du sadisme assassin franquiste.

Et ce ne sont que des faits rigoureusement contrôlés, un pâle réflexe en som-

me des nombreux crimes à la charge de Franco et de la Phalange.

En date du 3 mai, un nouveau décret, que nous reproduisons ailleurs, a été publié, où la peine de mort est requise contre tout acte ou propagande contre le régime. Son article 5 prévoit que la loi punira « tous ceux qui, vivant clandestinement, auront adhéré aux partis ou groupes coupables de maraude, banditisme ou de subversion sociale ».

D'après ce décret, tous les travailleurs adhérant aux syndicats clandestins, tous les Espagnols antifranquistes sont passibles de la peine de mort.

Dans ce danger se trouve déjà, parmi tant d'autres, notre camarade José Sautue, membre du Comité National de l'U.G.T. et secrétaire de l'Union des radiotélégraphistes d'Espagne, détenu depuis quelques jours sous l'inculpation de subversion sociale.

Considérant encore trop faible cette sauvage loi de répression, un ordre de service confidentiel vient d'être remis à toute la police par lequel le directeur général de la Sûreté interdit de faire des prisonniers et ordonne d'assassiner sur place les patriotes arrêtés.

(Suite en quatrième page.)

Nouveau décret-loi contre le « terrorisme »

Le « Bulletin officiel de l'Etat » franquiste a publié, le 3 mai 1947, un décret-loi portant la date du 13 avril 1947, contre les délits de « banditisme et terrorisme » qui n'a de pareil que les dernières dispositions de Himmler lorsque le régime nazi, par l'avance foudroyante des armées alliées sur Berlin, se trouva aux abois.

On remarquera dans la partie dispositive de cette loi, dont on trouvera le texte ci-dessous, qu'il vise essentiellement les exploits des vaillants GUERRILLEROS et dans l'article 5 le mouvement syndical clandestin et les grèves, le tout camouflé avec de grands mots sur la « dépravation morale », dit le préambule, de l'après-guerre, alors que Franco a dit que la guerre était finie en avril 1939.

La partie dispositive du décret-loi est ainsi conçue :

Article premier. — Ceux qui, pour atteinte à la sûreté publique, apeurer la population d'une ville, pour accomplir des vengeances ou des représailles d'un caractère social ou politique, troubler la tranquillité, l'ordre ou les services publics, provoqueront des explosions, des incendies, des naufrages, des déraillements, des interruptions dans les communications, des effondrements, des inondations, ou feront usage de tout autre moyen ou artifice qui peuvent produire des méfaits graves seront punis :

1° de la peine de mort s'il se produit la mort d'une personne ;
2° de la réclusion perpétuelle dans les autres cas.

Art. 2. — Le simple usage ou placement de substances, matières ou artifices, ayant pour but les faits mentionnés dans l'article antérieur, fera l'objet d'une punition analogue au deuxième alinéa, même s'il n'y a pas eu d'incendie, explosion ou autre effet.

Art. 3. — Ceux qui pour accomplir un vol ou à l'intention de celui-ci ou à l'occasion du vol, voudraient attaquer ou intimider des personnes avec des armes à feu seront punis :

a) de la peine de mort s'il se produit la mort d'une personne ;
b) de la réclusion majeure à vie ;

Si le malfaiteur ou les malfaiteurs agissent par surprise sur les habitants d'une maison particulière ou commerciale ou agissent contre une personne chargée de la garde ou du transport de valeurs ou arrêtaient des voyageurs à champ découvert ;
Si quelqu'un des malfaiteurs avait des armes de guerre.

Art. 4. — Ceux qui s'empareront d'une personne seront punis :

1° De la peine de mort s'il se produit la mort, mutilation ou viol de la personne saisie ou disparue, s'il n'est pas donné raison d'elle.
2° De la réclusion majeure à vie dans les autres cas.

Lorsque, par des circonstances spéciales au fait, il serait démontré qu'il n'y a pas eu à craindre pour l'intégrité corporelle de la per-

sonne saisie, il sera appliqué la législation commune.

Art. 5. — Ceux qui s'écarteront d'une façon manifeste de la vie sociale ou qui vivraient subrepticement dans la vie urbaine, formeraient des bandes ou des groupes propres pour le maraudage, pour le banditisme ou à la subversion sociale, seront punis :

1° De la peine de mort :
a) Le chef de la bande dans tous les cas.
b) Les composants de la bande qui auraient collaboré de quelque manière que ce soit à la réalisation d'un délit mentionné dans cette loi.

2° De la réclusion majeure ou mort pour ceux qui auraient pris part à la réalisation des délits compris dans cette loi.
3° De la peine de réclusion majeure, les autres délits non compris dans les deux paragraphes précédents.

Art. 6. — Ceux qui aideront sans se rendre complices ou receleurs des composants des groupes ou bandes mentionnés dans l'article précédent seront punis de la peine de prison mineure ou déportation, suivant l'avis du tribunal qui pourra en outre infliger une amende de 5 à 100.000 pesetas.

Art. 7. — Ceux qui profitant de la peur, plus ou moins fondée, réaliseront un des délits mentionnés dans cette loi, ou accompliront d'autres faits de banditisme ou de manderaient sous l'anonymat par des menaces claires ou supposées, pour se faire donner ou placer quelque part de l'argent, bijoux, valeurs ou d'autres biens quelconques ou pour obliger à ne pas faire telle ou telle chose, seront punis de la peine de prison mineure à vie.

Art. 8. — Seront exonérés de la peine qui pourrait leur être infligée :

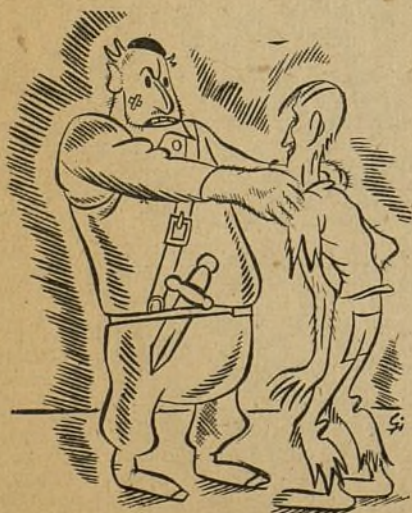
a) ceux qui compromis pour réaliser un des délits mentionnés dans cette loi, le dénonceront avant d'être engagés et à temps voulu pour en éviter les conséquences ;
b) ceux compromis dans l'alinéa 3 de l'article 5 qui faciliteront vraiment l'arrestation de la bande ;
c) ceux compris dans l'article 6 ayant agi par peur, qui prévient sans retard la force publique sur la présence des malfaiteurs.

La simple omission de la dénonciation rapide sera considérée comme complicité.

Art. 9. — La jurisprudence militaire aura seule compétence pour connaître des délits punis par cette loi et jugés par la procédure d'urgence.

Si, par des circonstances spéciales, les faits n'avaient pas la gravité suffisante pour être qualifiés comme délits de terrorisme ou banditisme et devaient être jugés conformément à la loi commune, la législation militaire pourra se dessaisir de l'affaire.

Art. 10. — La loi de sécurité de l'Etat et toutes dispositions contraires à l'esprit de cette loi sont annulées. Le présent décret-loi sera soumis aux Cortès.



Tu es libre ! Tu peux voter avec le Caudillo, ou pour le Caudillo.

La grève du pays basque et ses répercussions

Le fait héroïque du grand mouvement combattif, d'unité antifranquiste, constitué par la grève dans le pays basque, est, par son envergure et son volume, l'épisode le plus important qui se soit produit depuis l'imposition du régime de Franco à notre patrie.

Nous devons analyser ses conséquences et ses caractéristiques, ses répercussions, ses exemples qui sont déjà entrés dans le domaine de l'histoire des luttes de notre peuple pour sa libération, pour la liberté et la démocratie.

La grève de Bilbao s'est effectuée par l'unanimité des 60.000 travailleurs adhérant à l'Union générale des Travailleurs, à la Confédération nationale du Travail, à l'organisation catholique de solidarité basque.

Cette unité des travailleurs est, par elle-même, un premier triomphe politique qui symbolise la protestation d'un peuple contre le régime qui l'opprime.

Le franquisme est surpris par cette unité de la classe ouvrière, et cette protestation, par son unanimité obtient la sympathie de toutes les classes démocratiques des peuples d'Espagne même en partie de la classe nationale qui s'oppose à appliquer, dans certains ateliers et usines, les représailles gouvernementales.

La manifestation, nettement politique, s'est produite en commémoration de la journée du Premier mai, fête internationale du travail, et cette circonstance déclenche la sympathie active et l'appui décidé de la

démocratie internationale et principalement de la classe ouvrière de tous les pays. La F.S.M. intervient rapidement et efficacement et adopte la résolution de se solidariser avec les travailleurs basques, avec tout le peuple espagnol.

L'unité de la protestation et son ampleur ont été un rude coup pour le franquisme, mais aussi pour les chantres de la capitulation, ces soi-disants représentants des ouvriers et des républicains, ces hommes sans foi parmi notre peuple, qui ont été démasqués comme des ennemis des institutions républicaines et de la démocratie. Cette unité, cette droiture est un triomphe aussi sur les dangereux conciliabules de certaines chancelleries, tenus à l'insu du peuple espagnol.

La grève en Biscaye a eu un retentissement mondial. Elle n'est pas finie, elle se prolonge et se répète avec les dockers de Pasajes, avec d'autres secteurs de la production, dans d'autres endroits du territoire espagnol, bien connus pour leur combativité.

Le renforcement de cette combativité des travailleurs unis contre le franquisme est une démonstration de la ligne juste de notre II^e congrès de l'U.G.T., ligne d'unité et de combat, ligne unitaire autour du conseil central de la Résistance.

Elle montrera aussi devant le conseil de l'O.N.U. la volonté républicaine de notre peuple, seule solution qui s'impose au problème espagnol.

Les répercussions accélérant la chute de Franco phalangisme dont les méthodes de répression ont largement démontré son origine hitlérienne.

L'unité qui a triomphé dans le pays basque est un exemple pour tous à l'intérieur comme à l'extérieur.

L'unité est une victoire antifranquiste. La grève totale en Biscaye met fin à une étape de mouvements isolés, pour gagner les plus larges masses des peuples de la péninsule, et prélude en même temps à une solide et active unité antifranquiste, moyen le plus efficace pour finir avec Franco et instaurer la démocratie républicaine.

Avec l'unité et la décision de vaincre, avec l'appui de la démocratie mondiale qui ne peut pas oublier que la cause du peuple espagnol dépasse les frontières pour être la cause de tous les hommes libres, du progrès et de la paix mondiale, le peuple espagnol ira jusqu'à la fin.

Notre appel a été déjà entendu. Principalement les fédérations françaises des fonctionnaires, des services publics, des travailleurs de l'Etat, ont montré et montrent chaque jour, de la direction à la base sa solidarité fraternelle et magnifique.

Nous appelons aussi à la solidarité tous les travailleurs de la fonction publique de tous les pays, en leur demandant de rendre effective sa solidarité morale et matérielle pour la continuation de notre combat, pour aider les victimes de la répression en pays basque, répression sauvage et sanglante qui dépasse toute description et toute imagination, répression déclenchée sur les ouvriers qui ont fait honneur à la fête du Premier mai, journée internationale du monde du Travail, expression de la volonté de la classe ouvrière de marcher vers le progrès, pour la démocratie, pour la liberté.

Pour que dans le monde la liberté renaisse

(Suite de la première page.)

La résistance espagnole s'organise comme s'est organisée la résistance française : grèves sur le tas ou grèves perlées, guerillas, bulletins clandestins, exécution des bourreaux franquistes dans les rues de Madrid, de Barcelone, des grandes villes, le long des routes, etc. Mais la résistance espagnole ne reçoit pas de l'extérieur l'aide qu'elle est en droit d'attendre. Les faiblesses et les complaisances à l'égard de Franco et de son régime sont la marque d'une courante régression sociale que les puissances économiques et financières tentent de développer dans le monde.

Le combat de nos camarades d'Espagne est aussi le nôtre. Tous ceux qui sont épris de cet idéal de justice et de liberté qui est celui des syndicalistes, des vrais syndicalistes de tous les pays, se doivent d'aider ces hommes qui souffrent, qui se battent et qui meurent chaque jour.

Franco, danger pour tous les peuples libres, symbole de l'oppression doit disparaître. Il disparaîtra. Ce sera une des gloires du syndicalisme français d'y avoir contribué.

A. Le L.

Une lettre de nos camarades d'Espagne

(Traduction de la lettre originale remise à notre organisme dirigeant en France par les camarades dirigeant le Comité Provisional de l'U.G.T. de l'intérieur du Pays Basque).

A LA JUNTA CENTRAL DE L'U.G.T. EN FRANCE.

Chers camarades,

Nous avons bien reçu les 100.000 Pesetas que vous nous avez envoyées, pour marquer votre solidarité à l'égard des camarades emprisonnés ou poursuivis à la suite de la grève des premiers jours de mai.

Les foyers désolés par la plus sauvage répression et par la terreur fasciste ont commencé à recevoir des secours qui apporteront un soulagement à la misère et à la famine qui s'y installent.

La confiance et l'espoir qu'ont placés en vous les Ugetistes et la classe ouvrière sont justifiés par les efforts constants que vous avez déployés en notre faveur. Ces sentiments ne sont pas diminués par notre séparation, toute temporaire d'ailleurs, et l'appui matériel que vous avez commencé à nous fournir nous permettra d'intensifier le combat antifranquiste et d'amener plus rapidement la victoire de la République.

Nous avons connaissance également de votre action énergique pour une organisation puissante, unique et solide au sein de l'U.G.T. et la réalisation de l'unité syndicale, arme la plus puissante entre les mains de la classe ouvrière.

De notre côté, nous intensifierons les efforts pour obtenir ce résultat et faire rayonner notre déjà puissante organisation jusqu'aux derniers recoins d'Euzkadi, développant notre lutte pour la défense des intérêts économiques et politiques de la classe ouvrière.

Au nom de nos camarades victimes de la répression et de tout notre peuple, nous vous transmettons nos salutations fraternelles qui vont surtout à ceux qui s'opposent à toute manœuvre de capitulation et travaillent pour le triomphe de la République.

Le Comité de l'U.G.T. d'Euzkadi,

Le Président.

Le Trésorier.

UN PEUPLE N'EST JAMAIS LIBRE

si un peuple voisin gémit sous le joug

Malgré la terreur, malgré l'opaque oppression du régime franquiste, les travailleurs basques ont cessé le travail le 1^{er} mai. Par ce geste héroïque, nos frères d'Espagne ont marqué leur solidarité avec les travailleurs du monde. Malgré leur baïllon, malgré leurs chaînes, ces esclaves que Franco a, depuis dix ans, voulu ravalier au rang de la bête, se sont dressés, dans le magnifique orgueil de la race espagnole, contre la brute fasciste.

Il ne faut pas voir, dans les manifestations ouvrières du pays basque, un simple réveil du prolétariat espagnol. La conscience espagnole ne s'est jamais éteinte; le peuple espagnol ne s'est jamais avoué vaincu: il a perdu une bataille, mais il n'accepte pas la défaite et il prépare sa revanche.

Elle serait déjà venue, inexorable et puissante, si le fantôme de Madrid ne polarisait autour de lui toute la réaction internationale. Franco seul, isolé, serait depuis longtemps balayé comme fétu de paille de la scène de l'Histoire. Il aurait sombré comme Mussolini, son comparse. Mais les trusts américains, mais les banquiers anglais veillent à la sauvegarde d'un régime qui assure la pérennité et la prospérité des intérêts capitalistes anglo-saxons, la tête de pont stratégique et idéologique en vue d'une offensive possible contre les républiques populaires d'Europe et la nouvelle démocratie française. L'Espagne, la Grèce, la Turquie, ne sont que les postes avancés de la réaction internationale en quête de nouvelles aventures sanglantes. Mais les peuples de ces pays n'ont jamais accepté et n'accepteront jamais que l'étranger règne en maître chez eux par personne interposée.

En luttant contre la dictature, le peuple basque lutte pour la liberté de tous les travailleurs du monde et pour la paix entre tous les peuples du monde.

Sa lutte est notre lutte; ses victoires dépassent le cadre des frontières de l'Espagne; elles sont les victoires des hommes libres de tous les pays. C'est pourquoi les hommes libres du monde ne peuvent rester indifférents à la lutte du peuple espagnol sans se condamner eux-mêmes, sans compromettre leur propre liberté et leur propre tranquillité.

En manifestant le 1^{er} mai, le peuple basque a marqué l'étroite et fraternelle solidarité qui unit les travailleurs de tous les pays et il a montré qu'un pays n'est jamais tout à fait libre si un peuple voisin gémit sous le joug d'un tyran.

Pour nous, Français, la liberté que nous avons conquise au bout de quatre années de résistance à l'oppression, restera toujours précaire tant que subsisteront dans le monde, et particulièrement en Espagne, des vestiges de la tyrannie fasciste.

L'aide au peuple d'Espagne est l'un des aspects de notre propre lutte contre la réaction de notre pays. Tout affaiblissement de la réaction internationale est une victoire sur notre propre réaction nationale. Les forces répressives sont puissantes de par leur liaison et leur solidarité internationale. Travailleurs français, unissons nos efforts aux héroïques efforts du peuple espagnol. Soyons solidaires des travailleurs d'Espagne; apportons-leur notre concours moral et matériel pour qu'ils sentent que la classe ouvrière française est au diapason de

par **Jacques PRUJA**

secrétaire général adjoint de l'U.G.F.F.

leurs infortunes ainsi que de leurs espérances. Et nous, fonctionnaires français, si légitimement fiers de nos conquêtes sociales et des prérogatives nouvelles que nous confère le statut de la fonction publique, n'oublions jamais qu'elles peuvent, un jour, être remises en cause si la menace du régime fasciste continue à subsister de l'autre côté des Pyrénées.

SOLIDARITE

des fonctionnaires français avec
les grévistes du Pays Basque

Sommes versées par les Fédérations
à la C.G.T., au C.C.P. de l'U.G.F.F.
et à notre trésorerie.

	Francs
Economie générale.	50.000
Travailleurs de l'Etat.	25.000
Travaux publics.	5.000
Administration générale.	25.000
Finances.	25.000
Police (souscription en cours).	
Air, Guerre, Marine (souscription en cours).	
Enseignement (souscription en cours).	
	130.000

Dans notre prochain bulletin nous publierons la liste des syndicats nationaux ayant souscrit, ainsi que celle des organismes départementaux qui ont fait des versements par l'intermédiaire de notre Fédération.

REFERENDUM SOUS LA TERREUR

(Suite de la quatrième page.)

Voici la traduction de ce cynique document:

« Compte tenu des interventions des représentants diplomatiques étrangers au sujet de certains procès instruits contre des individus arrêtés pour activités criminelles contre la sécurité de l'Etat et le prestige de notre Patrie, les forces chargées de la répression des actes de sabotage et terrorisme appliqueront dorénavant en toute rigueur le châtiment mérité par tout détenu porteur d'arme ou coupable d'acte de ce genre. En conséquence, aucun prisonnier ne doit être fait, sauf dans les cas où il y aurait des témoins suspects ou s'il se produisait des circonstances qui pourraient donner lieu à une propagande qui profiterait à nos ennemis. »

Après un tel appel à l'assassinat, méthode brutale de renforcement du système de répression fasciste, la solidarité

Pour une Espagne républicaine et démocratique

par **Rose ETIENNE**

Secrétaire de l'U.G.F.F.

Depuis plus de dix ans, nous assistons impuissants à la lutte des Espagnols républicains contre le régime franquiste.

C'est avec douleur que nous voyons nos frères espagnols se débattre contre une dictature dont nous avons pu, en France, mesurer les néfastes effets pendant une période moins longue mais qui nous a paru pourtant une éternité.

La libération avait apporté avec elle non pas l'espoir, mais la certitude que le fascisme était définitivement vaincu dans le monde et que les peuples épris de liberté allaient enfin goûter à nouveau la joie d'exercer cette liberté sans autre contrainte qu'une discipline librement consentie et basée sur la raison et sur la conscience.

La situation du peuple espagnol est tragique. Si nous sommes bien informés, 75 % des enfants d'Espagne sont atteints de tuberculose et, en dehors de toute préoccupation politique, cette situation pose un problème humain qui ne peut et ne doit laisser personne insensible.

Les Espagnols qui vivent en France sont malheureux. Loin du pays, privés de ressources, ils souffrent dans leur chair et dans leur esprit.

En Espagne, on emprisonne, on fusille, on tire même, nous dit-on, sur tout groupe suspect.

Nos camarades fonctionnaires espagnols, réfugiés en France, savent qu'ils peuvent compter sur l'appui moral des fonctionnaires Français, mais cela ne saurait suffire, il faut éveiller les consciences, faire appel non pas à la compassion mais à l'esprit de solidarité, rappeler aux Français que rien ne leur est plus précieux que la liberté, qu'ils ont payé la leur au prix du sang et des larmes et qu'ils ne doivent pas oublier qu'un peuple républicain opprimé a les yeux fixés sur les démocraties avec l'espoir que celles-ci pourront enfin s'unir pour secouer le joug qui pèse sur les malheureux républicains espagnols qui, comme les Français, savent donner leur vie pour la liberté.

internationale est plus que jamais nécessaire et urgente pour arrêter par des décisions efficaces le bras du tyran.

Il faut que l'action solidaire des travailleurs français et de la conscience universelle soit exprimée matériellement par l'envoi aux prisons de colis de linge, de denrées alimentaires, de médicaments, en les adressant directement et personnellement aux détenus.

Il faut réclamer la constitution d'une commission internationale de juristes qui aille en Espagne enquêter sur place sur les conditions de terreur auxquelles notre peuple est contraint et fasse arrêter la sauvage répression fasciste.

Tous nos efforts, toute la solidarité de la classe ouvrière internationale et particulièrement la vôtre, camarades français, sont nécessaires pour en finir avec le régime franquiste et rendre au peuple espagnol la République et avec elle les libertés qui lui ont été ravies.



FUNCIONARIOS



BULLETIN DE LA FEDERATION DES FONCTIONNAIRES PUBLICS D'ESPAGNE

juillet 1947.

10, rue de Solférino, Paris (7^e)

Pour que dans le monde la liberté renaisse

par **Alain LE LEAP**

Secrétaire général de l'U.G.F.F.

Nos camarades d'Espagne luttent aujourd'hui ouvertement contre Franco. Le 1^{er} mai 1947, les ouvrières et ouvriers du Pays basque ont suivi avec ensemble le mot d'ordre de grève générale qui avait été lancé. Ceci est à la gloire du mouvement ouvrier espagnol comme la lutte contre l'occupant nazi fut à la gloire du mouvement ouvrier français. De même que le peuple de France s'est dressé contre un régime exécré, décidé à reconquérir à tout prix sa liberté, le peuple d'Espagne se dresse aujourd'hui contre un régime instauré par la force des armes — des armes fournies par le fascisme — et veut lui aussi reconquérir ses libertés.

Mais les représailles sont terribles. 6.000 personnes en ont été victimes, trois mille anciens prisonniers politiques qui étaient en liberté surveillée ont été emprisonnés de nouveau. Les grévistes ont vu supprimer leurs droits sociaux : assurances, allocations diverses, etc.

Continuant à imiter ses maîtres d'hier, Franco a fait créer en Maïnée espagnole (Fernando Po) un « camp de la mort ».

Tous les jours on exécute en Espagne des hommes qui ont le tort d'avoir le droit pour eux, des hommes qui ont commis ce crime de vouloir la liberté de leur peuple. N'ayant rien à perdre que la vie, ils la jouent. On a voulu les courber sous un régime de force ; ils répondent aujourd'hui par la force. Franco ayant instauré la terreur en Espagne, les appelle aujourd'hui les terroristes. Nous avons aussi connu cela, et ces terroristes d'Espagne ont aujourd'hui, comme ceux de France l'avaient hier, la sympathie, et doivent avoir l'appui de tous les hommes qui dans le monde se veulent libres.

Parmi ceux qui tombent de l'autre côté de la frontière se trouvent des combattants de la résistance de France. Ils ont droit aussi à notre gratitude.

(Voir la suite page 3.)

DEVANT LES CONGRÈS DES FONCTIONNAIRES ET DES TRAVAILLEURS DE L'ÉTAT

Les Fédérations des Fonctionnaires, celle des Travailleurs de l'Etat et l'U.G.F.F. réuniront leurs congrès entre le 30 juin et le 5 juillet.

Les responsabilités qui incombent à nos camarades fonctionnaires et travailleurs de l'Etat, par l'importance et la qualité de leurs effectifs syndicaux dans le mouvement ouvrier français et sur le plan international, sont très lourdes.

Une année féconde en batailles syndicales victorieuses vient de s'écouler. Une autre s'ouvre, où les tâches présentes exigeront aussi l'attention redoublée, la discipline organique, l'unité indestructible, la ferme et intelligente direction,

qui ont fait leurs preuves au courant de la période 1946-1947.

Si c'était encore à démontrer, une fois de plus la C.G.T. a convaincu ses adversaires, mêmes du patriotisme qui l'inspire, de sa capacité constructive, de son amour de la démocratie, de la puissance sereine de son organisation monolithique et aussi de l'universalité de son rayonnement. Outre les problèmes de l'Union Française, ceux de la Grèce, de l'Espagne ont bénéficié de la présence active et constante de la C.G.T.

L'intervention magistrale de Jouhaux à l'O.N.U., la fraternelle action C.G.T.-U.G.T., les liens qui unissent notre **Federacion de Funcionarios Publicos de España** à l'U.G.F.F., à ses Fédérations, à celle des Travailleurs de l'Etat, à chacun de ses syndicats, à chacun de leurs adhérents sont des preuves concluentes.

Des sommes considérables ont été versées aux fonds de notre mouvement syndical, à celui de solidarité avec les grévistes du pays basque. Inlassablement, ont été adoptées des résolutions de solidarité morale avec notre lutte, pour arrêter la terreur franquiste, contre Franco et pour la liberté du peuple et de la classe ouvrière espagnole.

Notre combat a crû en intensité et en ampleur ; il continue, grâce à l'encouragement de cette solidarité morale, à ses possibilités économiques, qui accroissent et raidissent notre volonté de vaincre.

Nous avons demandé à nos camarades français des efforts très importants. Aujourd'hui, en plein raidissement de la lutte, quand l'ennemi réagit avec une brutalité sans précédent, quand le mordant des organismes syndicaux, politiques et de guerre de notre résistance se concrétise et passe à une nouvelle phase du combat, au seuil des congrès des Fédérations des Travailleurs de l'Etat, de l'Administration générale, des Finances, des Travaux publics, de la Police, de l'Economie générale et de l'U.G.F.F., congrès auxquels nous avons été fraternellement invités, nous irons à nouveau auprès de nos camarades français, leur dire ce que nous avons fait avec leur appui et leur solidarité morale et matérielle, ce que nous attendons encore de leur participation à la lutte du peuple espagnol pour sa libération, de sa fraternelle solidarité syndicale, et leur confirmer notre volonté irréductible, parallèle à la volonté de la classe ouvrière et du peuple espagnol, d'effacer Franco et son régime indigne et de reconquérir, avec la République, les libertés syndicales et démocratiques pour l'Espagne.

Le Comité central du Groupe professionnel en France de la Fédération des Fonctionnaires publics d'Espagne exprime ses salutations fraternelles à tous les délégués aux Congrès des Fédérations des fonctionnaires, de l'U.G.F.F. et de la Fédération des Travailleurs de l'Etat, en faisant des vœux pour le plus grand succès de leurs délibérations pour le bien de la classe ouvrière et du grand peuple français.

Convaincus de l'esprit de solidarité avec la cause du peuple espagnol qui vous anime et qui a été démontré en toutes occasions, nous vous sommes à l'avance reconnaissants des résolutions qui vont marquer une fois de plus votre compréhension du sens universel de la lutte que notre classe ouvrière et notre peuple soutiennent contre Franco et son régime pour la République, pour la démocratie, pour la liberté politique et syndicale.

REFERENDUM SOUS LA TERREUR

Après la promulgation de la fameuse loi de succession avec laquelle, malgré la répulsion de notre peuple, le dictateur espagnol prétend s'accrocher aux délices du pouvoir personnel, un referendum est annoncé pour le mois de juillet, afin de donner à cet avorton et au régime imposé par le sang et le feu, les apparences d'une approbation populaire.

Cette loi, qu'il prétend faire passer pour « démocratique », a été adoptée en séance « parlementaire » des « Cortès » du Caudillo et elle contient des précisions qui donnent à Franco le pouvoir de refuser tel ou tel aspirant « Roi » ou « Régent », même si lesdites Cortès le proposaient ou approuvaient, le prétendant, d'ailleurs, étant astreint à l'acceptation « a priori » des principes phalangistes du régime.

Le peuple espagnol, sa classe ouvrière en tête, qui lutte farouchement pour reconquérir sa liberté, qui étale ouvertement son aversion au régime fasciste par des actions d'orientation aussi revendicative que politique — la démonstration des journées de mai en pays basque en sont une héroïque preuve — s'abstiendra de participer à la comédie « démocratique » du referendum, escomptant à l'avance que, son résultat mathématique soit ou non favorable, Franco restera au pouvoir parce qu'il va avoir lieu sous l'empire de la terreur la plus sauvage que notre pays ait connue.

Coincitant avec l'approbation de cette « loi de succession » et avec l'annonce du referendum, une nouvelle vague de terreur a été déclenchée contre notre peuple. Arrestations et assassinats en masse, tortures et exécutions sommaires, « loi d'évasions », déportations, etc., toute la gamme des méthodes et des procédés de la terreur nazie.

Des milliers d'ouvriers et d'antifranquistes ont été arrêtés. Des ouvriers et des paysans ont été encore assassinés en grand nombre au cours des trois derniers mois. Rien que pendant le mois d'avril, avant les journées de grève du pays basque, soixante-huit travailleurs ont été les victimes du sadisme assassin franquiste.

Et ce ne sont que des faits rigoureusement contrôlés, un pâle réflexe en som-

me des nombreux crimes à la charge de Franco et de la Phalange.

En date du 3 mai, un nouveau décret, que nous reproduisons ailleurs, a été publié, où la peine de mort est requise contre tout acte ou propagande contre le régime. Son article 5 prévoit que la loi punira « tous ceux qui, vivant clandestinement, auront adhéré aux partis ou groupes coupables de maraude, banditisme ou de subversion sociale ».

D'après ce décret, tous les travailleurs adhérant aux syndicats clandestins, tous les Espagnols antifranquistes sont passibles de la peine de mort.

Dans ce danger se trouve déjà, parmi tant d'autres, notre camarade Jose Sature, membre du Comité National de l'U.G.T. et secrétaire de l'Union des radiotélégraphistes d'Espagne, détenu depuis quelques jours sous l'inculpation de subversion sociale.

Considérant encore trop faible cette sauvage loi de répression, un ordre de service confidentiel vient d'être remis à toute la police par lequel le directeur général de la Sûreté interdit de faire des prisonniers et ordonne d'assassiner sur place les patriotes arrêtés.

(Suite en quatrième page.)

Nouveau décret-loi contre le « terrorisme »

Le « Bulletin officiel de l'Etat » franquiste a publié, le 3 mai 1947, un décret-loi portant la date du 18 avril 1947, contre les délits de « banditisme et terrorisme » qui n'a de pareil que les dernières dispositions de Himmler lorsque le régime nazi, par l'avance foudroyante des armées alliées sur Berlin, se trouva aux abois.

On remarquera dans la partie dispositive de cette loi, dont on trouvera le texte ci-dessous, qu'il vise essentiellement les exploits des vaillants GUERRILLEROS et dans l'article 5 le mouvement syndical clandestin et les grèves, le tout camouflé avec de grands mots sur la « dépravation morale », dit le préambule, de l'après-guerre, alors que Franco a dit que la guerre était finie en avril 1939.

La partie dispositive du décret-loi est ainsi conçue :

Article premier. — Ceux qui, pour atteinte à la sûreté publique, apeurer la population d'une ville, pour accomplir des vengeance ou des représailles d'un caractère social ou politique, troubler la tranquillité, l'ordre ou les services publics, provoqueront des explosions, des incendies, des naufrages, des déraillements, des interruptions dans les communications, des effondrements, des inondations ou feront usage de tout autre moyen ou artifice qui peuvent produire des méfaits graves seront punis :

1° de la peine de mort s'il se produit la mort d'une personne ;
2° de la réclusion perpétuelle dans les autres cas.

Art. 2. — Le simple usage ou placement de substances, matières ou artifices, ayant pour but les faits mentionnés dans l'article antérieur, fera l'objet d'une punition analogue au deuxième alinéa, même s'il n'y a pas eu d'incendie, explosion ou autre effet.

Art. 3. — Ceux qui pour accomplir un vol ou à l'intention de celui-ci ou à l'occasion du vol, voudraient attaquer ou intimider des personnes avec des armes à feu seront punis :

a) de la peine de mort s'il se produit la mort d'une personne ;
b) de la réclusion majeure à vie ;

Si le malfaiteur ou les malfaiteurs agissent par surprise sur les habitants d'une maison particulière ou commerciale ou agissent contre une personne chargée de la garde ou du transport de valeurs ou arrêtaient des voyageurs à champ découvert ;
Si quelqu'un des malfaiteurs avait des armes de guerre.

Art. 4. — Ceux qui s'empareront d'une personne seront punis :

1° de la peine de mort s'il se produit la mort, mutilation ou viol de la personne saisie ou disparue, s'il n'est pas donné raison d'elle ;
2° de la réclusion majeure à vie dans les autres cas.

Lorsque, par des circonstances spéciales au fait, il serait démontré qu'il n'y a pas eu à craindre pour l'intégrité corporelle de la per-

sonne saisie, il sera appliqué la législation commune.

Art. 5. — Ceux qui s'éloigneront d'une façon manifeste de la vie sociale ou qui vivraient subrepticement dans la vie urbaine, formeraient des bandes ou des groupes propres pour le maraudage, pour le banditisme ou à la subversion sociale, seront punis :

1° de la peine de mort ;

a) Le chef de la bande dans tous les cas.
b) Les composants de la bande qui auraient collaboré de quelque manière que ce soit à la réalisation d'un délit mentionné dans cette loi.

2° De la réclusion majeure ou mort pour ceux qui auraient pris part à la réalisation des délits compris dans cette loi.

3° De la peine de réclusion majeure, les autres délits non compris dans les deux paragraphes précédents.

Art. 6. — Ceux qui aideront sans se rendre complices ou recelleurs des composants des groupes ou bandes mentionnés dans l'article précédent seront punis de la peine de prison mineure ou déportation, suivant l'avis du tribunal qui pourra en outre infliger une amende de 5 à 100.000 pesetas.

Art. 7. — Ceux qui profitant de la peur, plus ou moins fondée, réaliseront un des délits mentionnés dans cette loi, ou accompliront d'autres faits de banditisme ou de manderaient sous l'anonymat par des menaces claires ou supposées, pour se faire donner ou placer quelque part de l'argent, bijoux, valeurs ou d'autres biens quelconques ou pour obliger à ne pas faire telle ou telle chose, seront punis de la peine de prison mineure à vie.

Art. 8. — Seront exonérés de la peine qui pourrait leur être infligée :

a) ceux qui compromis pour réaliser un des délits mentionnés dans cette loi, le dénonceront avant d'être engagés et à temps voulu pour en éviter les conséquences ;

b) ceux compromis dans l'alinéa 3 de l'article 5 qui faciliteront vraiment l'arrestation de la bande ;

c) ceux compris dans l'article 6 ayant été par peur, qui prévient, sans retard la force publique sur la présence des malfaiteurs.

La simple omission de la dénonciation rapide sera considérée comme complicité.

Art. 9. — La jurisprudence militaire aura seule compétence pour connaître des délits punis par cette loi et jugés par la procédure d'urgence.

Si, par des circonstances spéciales, les faits n'avaient pas la gravité suffisante pour être qualifiés comme délits de terrorisme ou banditisme et devaient être jugés conformément à la loi commune, la législation militaire pourra se dessaisir de l'affaire.

Art. 10. — La loi de sécurité de l'Etat et toutes dispositions contraires à l'esprit de cette loi sont annulées. Le présent décret-loi sera soumis aux Cortès.



Tu es libre ! Tu peux voter avec le Caudillo, ou pour le Caudillo.

La grève du pays basque et ses répercussions

Le fait héroïque du grand mouvement combatif, d'unité antifranquiste, constitué par la grève dans le pays basque, est, par son envergure et son volume, l'épisode le plus important qui se soit produit depuis l'imposition du régime de Franco à notre patrie.

Nous devons analyser ses conséquences et ses caractéristiques, ses répercussions, ses exemples qui sont déjà entrés dans le domaine de l'histoire des luttes de notre peuple pour sa libération, pour la liberté et la démocratie.

La grève de Bilbao s'est effectuée par l'unanimité des 60.000 travailleurs adhérant à l'Union générale des Travailleurs, à la Confédération nationale du Travail, à l'organisation catholique de solidarité basque.

Cette unité des travailleurs est, par elle-même, un premier triomphe politique qui symbolise la protestation d'un peuple contre le régime qui l'opprime.

Le franquisme est surpris par cette unité de la classe ouvrière, et cette protestation, par son unanimité obtient la sympathie de toutes les classes démocratiques des peuples d'Espagne même en partie de la classe nationale qui s'oppose à appliquer, dans certains ateliers et usines, les représailles gouvernementales.

La manifestation, nettement politique, s'est produite en commémoration de la journée du Premier mai, fête internationale du travail, et cette circonstance déclenche la sympathie active et l'appui décidé de la

démocratie internationale et principalement de la classe ouvrière de tous les pays. La F.S.M. intervient rapidement et efficacement et adopte la résolution de se solidariser avec les travailleurs basques, avec tout le peuple espagnol.

L'unité de la protestation et son ampleur ont été un rude coup pour le franquisme, mais aussi pour les chantres de la capitulation, ces soi-disants représentants des ouvriers et des républicains, ces hommes sans foi parmi notre peuple, qui ont été démasqués comme des ennemis des institutions républicaines et de la démocratie. Cette unité, cette droiture est un triomphe aussi sur les dangereux conciliabules de certaines chancelleries, tenus à l'insu du peuple espagnol.

La grève en Biscaye a eu un retentissement mondial. Elle n'est pas finie, elle se prolonge et se répète avec les dockers de Pasaia, avec d'autres secteurs de la production, dans d'autres endroits du territoire espagnol, bien connus pour leur combativité.

Le renforcement de cette combativité des travailleurs unis contre le franquisme est une démonstration de la ligne juste de notre II^e congrès de l'U.G.T., ligne d'unité et de combat, ligne unitaire autour du conseil central de la Résistance.

Elle montrera aussi devant le conseil de l'O.N.U. la volonté républicaine de notre peuple, seule solution qui s'impose au problème espagnol.

Les répercussions accélérant la chute de Franco phalangisme dont les méthodes de répression ont largement démontré son origine hitlérienne.

L'unité qui a triomphé dans le pays basque est un exemple pour tous à l'intérieur comme à l'extérieur.

L'unité est une victoire antifranquiste. La grève totale en Biscaye met fin à une étape de mouvements isolés, pour gagner les plus larges masses des peuples de la presqu'île, et prélude en même temps à une solide et active unité antifranquiste, moyen le plus efficace pour finir avec Franco et instaurer la démocratie républicaine.

Avec l'unité et la décision de vaincre, avec l'appui de la démocratie mondiale qui ne peut pas oublier que la cause du peuple espagnol dépasse les frontières pour être la cause de tous les hommes libres, du progrès et de la paix mondiale, le peuple espagnol ira jusqu'à la fin.

Notre appel a été déjà entendu. Principalement les fédérations françaises des fonctionnaires, des services publics, des travailleurs de l'Etat, ont montré et montrent chaque jour, de la direction à la base sa solidarité fraternelle et magnifique.

Nous appelons aussi à la solidarité tous les travailleurs de la fonction publique de tous les pays, en leur demandant de rendre effective sa solidarité morale et matérielle pour la continuation de notre combat, pour aider les victimes de la répression en pays basque, répression sauvage et sanglante qui dépasse toute description et toute imagination, répression déclenchée sur les ouvriers qui ont fait honneur à la fête du Premier mai, journée internationale du monde du Travail, expression de la volonté de la classe ouvrière de marcher vers le progrès, pour la démocratie, pour la liberté.

Pour que dans le monde la liberté renaisse

(Suite de la première page.)

La résistance espagnole s'organise comme s'est organisée la résistance française : grèves sur le tas ou grèves perlées, guerillas, bulletins, clandestins, exécution des bourreaux franquistes dans les rues de Madrid, de Barcelone, des grandes villes, le long des routes, etc. Mais la résistance espagnole ne reçoit pas de l'extérieur l'aide qu'elle est en droit d'attendre. Les faiblesses et les complaisances à l'égard de Franco et de son régime sont la marque d'une courante régression sociale que les puissances économiques et financières tentent de développer dans le monde.

Le combat de nos camarades d'Espagne est aussi le nôtre. Tous ceux qui sont épris de cet idéal de justice et de liberté qui est celui des syndicalistes, des vrais syndicalistes de tous les pays, se doivent d'aider ces hommes qui souffrent, qui se battent et qui meurent chaque jour.

Franco, danger pour tous les peuples libres, symbole de l'oppression doit disparaître. Il disparaîtra. Ce sera une des gloires du syndicalisme français d'y avoir contribué.

A. Le L.

Une lettre de nos camarades d'Espagne

(Traduction de la lettre originale remise à notre organisme dirigeant en France par les camarades dirigeant le Comité Provisional de l'U.G.T. de l'intérieur du Pays Basque).

A LA JUNTA CENTRAL DE L'U.G.T. EN FRANCE.

Chers camarades,

Nous avons bien reçu les 100.000 Pesetas que vous nous avez envoyées, pour marquer votre solidarité à l'égard des camarades emprisonnés ou poursuivis à la suite de la grève des premiers jours de mai.

Les foyers désolés par la plus sauvage répression et par la terreur fascistes ont commencé à recevoir ces secours qui apporteront un soulagement à la misère et à la famine qui s'y installent.

La confiance et l'espoir qu'ont placés en vous les Ugetistes et la classe ouvrière sont justifiés par les efforts constants que vous avez déployés en notre faveur. Ces sentiments ne sont pas diminués par notre séparation, toute temporaire d'ailleurs, et l'appui matériel que vous avez commencé à nous fournir nous permettra d'intensifier le combat antifranquiste et d'amener plus rapidement la victoire de la République.

Nous avons connaissance également de votre action énergique pour une organisation puissante, unique et solide au sein de l'U.G.T. et la réalisation de l'unité syndicale, arme la plus puissante entre les mains de la classe ouvrière.

De notre côté, nous intensifierons les efforts pour obtenir ce résultat et faire rayonner notre déjà puissante organisation jusqu'aux derniers recoins d'Euzkadi, développant notre lutte pour la défense des intérêts économiques et politiques de la classe ouvrière.

Au nom de nos camarades victimes de la répression et de tout notre peuple, nous vous transmettons nos salutations fraternelles qui vont surtout à ceux qui s'opposent à toute manœuvre de capitulation et travaillent pour le triomphe de la République.

Le Comité de l'U.G.T. d'Euzkadi,

Le Président.

Le Trésorier.

UN PEUPLE N'EST JAMAIS LIBRE si un peuple voisin gémit sous le joug

Malgré la terreur, malgré l'opaque oppression du régime franquiste, les travailleurs basques ont cessé le travail le 1^{er} mai. Par ce geste héroïque, nos frères d'Espagne ont marqué leur solidarité avec les travailleurs du monde. Malgré leur baillon, malgré leurs chaînes, ces esclaves que Franco a, depuis dix ans, voulu ravalier au rang de la bête, se sont dressés, dans le magnifique orgueil de la race espagnole, contre la brute fasciste.

Il ne faut pas voir, dans les manifestations ouvrières du pays basque, un simple réveil du prolétariat espagnol. La conscience espagnole ne s'est jamais éteinte; le peuple espagnol ne s'est jamais avoué vaincu: il a perdu une bataille, mais il n'accepte pas la défaite et il prépare sa revanche.

Elle serait déjà venue, inexorable et puissante, si le fantôme de Madrid ne polarisait autour de lui toute la réaction internationale. Franco seul, isolé, serait depuis longtemps balayé comme fétu de paille de la scène de l'Histoire. Il aurait sombré comme Mussolini, son comparse. Mais les trusts américains, mais les banquiers anglais veillent à la sauvegarde d'un régime qui assure la pérennité et la prospérité des intérêts capitalistes anglo-saxons, la tête de pont stratégique et idéologique en vue d'une offensive possible contre les républiques populaires d'Europe et la nouvelle démocratie française. L'Espagne, la Grèce, la Turquie, ne sont que les postes avancés de la réaction internationale en quête de nouvelles aventures sanglantes. Mais les peuples de ces pays n'ont jamais accepté et n'accepteront jamais que l'étranger règne en maître chez eux par personne interposée.

En luttant contre la dictature, le peuple basque lutte pour la liberté de tous les travailleurs du monde et pour la paix entre tous les peuples du monde.

Sa lutte est notre lutte; ses victoires dépassent le cadre des frontières de l'Espagne; elles sont les victoires des hommes libres de tous les pays. C'est pourquoi les hommes libres du monde ne peuvent rester indifférents à la lutte du peuple espagnol sans se condamner eux-mêmes, sans compromettre leur propre liberté et leur propre tranquillité.

En manifestant le 1^{er} mai, le peuple basque a marqué l'étroite et fraternelle solidarité qui unit les travailleurs de tous les pays et il a montré qu'un pays n'est jamais tout à fait libre si un peuple voisin gémit sous le joug d'un tyran.

Pour nous, Français, la liberté que nous avons conquise au bout de quatre années de résistance à l'oppression, restera toujours précaire tant que subsisteront dans le monde, et particulièrement en Espagne, des vestiges de la tyrannie fasciste.

L'aide au peuple d'Espagne est l'un des aspects de notre propre lutte contre la réaction de notre pays. Tout affaiblissement de la réaction internationale est une victoire sur notre propre réaction nationale. Les forces répressives sont puissantes de par leur liaison et leur solidarité internationale. Travailleurs français, unissons nos efforts aux héroïques efforts du peuple espagnol. Soyons solidaires des travailleurs d'Espagne; apportons-leur notre concours moral et matériel pour qu'ils sentent que la classe ouvrière française est au diapason de

par **Jacques PRUJA**

secrétaire général adjoint de l'U.G.F.F.

leurs infortunes ainsi que de leurs espérances. Et nous, fonctionnaires français, si légitimement fiers de nos conquêtes sociales et des prérogatives nouvelles que nous confère le statut de la fonction publique, n'oublions jamais qu'elles peuvent, un jour, être remises en cause si la menace du régime fasciste continue à subsister de l'autre côté des Pyrénées.

SOLIDARITE des fonctionnaires français avec les grévistes du Pays Basque

Sommes versées par les Fédérations à la C.G.T., au C.C.P. de l'U.G.F.F. et à notre trésorerie.

	Francs
Economie générale.....	50.000
Travailleurs de l'Etat.....	25.000
Travaux publics.....	5.000
Administration générale.....	25.000
Finances.....	25.000
Police (souscription en cours).	
Air, Guerre, Marine (souscription en cours).	
Enseignement (souscription en cours).	
	130.000

Dans notre prochain bulletin nous publierons la liste des syndicats nationaux ayant souscrit, ainsi que celle des organismes départementaux qui ont fait des versements par l'intermédiaire de notre Fédération.

REFERENDUM SOUS LA TERREUR

(Suite de la deuxième page.)

Voici la traduction de ce cynique document :

« Compte tenu des interventions des représentants diplomatiques étrangers au sujet de certains procès instruits contre des individus arrêtés pour activités criminelles contre la sécurité de l'Etat et le prestige de notre Patrie, les forces chargées de la répression des actes de sabotage et terrorisme appliqueront dorénavant en toute rigueur le châtiment mérité par tout détenu porteur d'arme ou coupable d'acte de ce genre. En conséquence, aucun prisonnier ne doit être fait, sauf dans les cas où il y aurait des témoins suspects ou s'il se produisait des circonstances qui pourraient donner lieu à une propagande qui profiterait à nos ennemis. »

Après un tel appel à l'assassinat, méthode brutale de renforcement du système de répression fasciste, la solidarité

Pour une Espagne républicaine et démocratique

par **Rose ETIENNE**

Secrétaire de l'U.G.F.F.

Depuis plus de dix ans, nous assistons impuissants à la lutte d's Espagnols républicains contre le régime franquiste.

C'est avec douleur que nous voyons nos frères espagnols se débattre contre une dictature dont nous avons pu, en France, mesurer les néfastes effets pendant une période moins longue mais qui nous a paru pourtant une éternité.

La libération avait apporté avec elle non pas l'espoir, mais la certitude que le jacobinisme était définitivement vaincu dans le monde et que les peuples épris de liberté allaient enfin goûter à nouveau la joie d'exercer cette liberté sans autre contrainte qu'une discipline librement consentie et basée sur la raison et sur la conscience.

La situation du peuple espagnol est tragique. Si nous sommes bien informés, 75 % des enfants d'Espagne sont atteints de tuberculose et, en dehors de toute préoccupation politique, cette situation pose un problème humain qui ne peut et ne doit laisser personne insensible.

Les Espagnols qui vivent en France sont malheureux. Loin du pays, privés de ressources, ils souffrent dans leur chair et dans leur esprit.

En Espagne, on emprisonne, on fusille, on tire même, nous dit-on, sur tout groupe suspect.

Nos camarades fonctionnaires espagnols, réfugiés en France, savent qu'ils peuvent compter sur l'appui moral des fonctionnaires Français, mais cela ne suffit pas. Il faut éveiller les consciences, faire appel non pas à la compassion mais à l'esprit de solidarité, rappeler aux Français que rien ne leur est plus précieux que la liberté, qu'ils ont payé la leur au prix du sang et des larmes et qu'ils ne doivent pas oublier qu'un peuple républicain opprimé a les yeux fixés sur les démocraties avec l'espoir que celles-ci pourront enfin s'unir pour secouer le joug qui pèse sur les malheureux républicains espagnols qui, comme les Français, savent donner leur vie pour la liberté.

internationale est plus que jamais nécessaire et urgente pour arrêter par des décisions efficaces le bras du tyran.

Il faut que l'action solidaire des travailleurs français et de la conscience universelle soit exprimée matériellement par l'envoi aux prisons de colis de linge, de denrées alimentaires, de médicaments, en les adressant directement et personnellement aux détenus.

Il faut réclamer la constitution d'une commission internationale de juristes qui aille en Espagne enquêter sur place sur les conditions de terreur auxquelles notre peuple est contraint et fasse arrêter la sauvage répression fasciste.

Tous nos efforts, toute la solidarité de la classe ouvrière internationale et particulièrement la vôtre, camarades français, sont nécessaires pour en finir avec le régime franquiste et rendre au peuple espagnol la République et avec elle les libertés qui lui ont été ravies.



FUNCIONARIOS



BULLETIN DE LA FEDERATION DES FONCTIONNAIRES PUBLICS D'ESPAGNE

juillet 1947

10, rue de Solférino, Paris (7^e)

Pour que dans le monde la liberté renaisse

par **Alain LE LEAP**

Secrétaire général de l'U.G.F.F.

Nos camarades d'Espagne luttent aujourd'hui ouvertement contre Franco. Le 1^{er} mai 1947, les ouvrières et ouvriers du Pays basque ont suivi avec ensemble le mot d'ordre de grève générale qui avait été lancé. Ceci est à la gloire du mouvement ouvrier espagnol comme la lutte contre l'occupant nazi fut à la gloire du mouvement ouvrier français. De même que le peuple de France s'est dressé contre un régime exécré, décidé à reconquérir à tout prix sa liberté, le peuple d'Espagne se dresse aujourd'hui contre un régime instauré par la force des armes — des armes fournies par le fascisme — et veut lui aussi reconquérir ses libertés.

Mais les représailles sont terribles. 6.000 personnes en ont été victimes, trois mille anciens prisonniers politiques qui étaient en liberté surveillée ont été emprisonnés de nouveau.

Les grévistes ont vu supprimer leurs droits sociaux : assurances, allocations diverses, etc.

Continuant à imiter ses maîtres d'hier, Franco a fait créer en Guinée espagnole (Fernando Po) un « camp de la mort ».

Tous les jours on exécute en Espagne des hommes qui ont le tort d'avoir le droit pour eux, des hommes qui ont commis ce crime de vouloir la liberté de leur peuple. N'ayant rien à perdre que la vie, ils la jouent. On a voulu les courber sous un régime de force ; ils répondent aujourd'hui par la force. Franco ayant instauré la terreur en Espagne, les appelle aujourd'hui les terroristes. Nous avons aussi connu cela, et ces terroristes d'Espagne ont aujourd'hui, comme ceux de France l'avaient hier, la sympathie, et doivent avoir l'appui de tous les hommes qui dans le monde se veulent libres.

Parmi ceux qui tombent de l'autre côté de la frontière se trouvent des combattants de la résistance de France. Ils ont droit aussi à notre gratitude.

(Voir la suite page 3.)

DEVANT LES CONGRÈS DES FONCTIONNAIRES ET DES TRAVAILLEURS DE L'ÉTAT

LES Fédérations des Fonctionnaires, celle des Travailleurs de l'Etat et l'U.G.F.F. réuniront leurs congrès entre le 30 juin et le 5 juillet.

Les responsabilités qui incombent à nos camarades fonctionnaires et travailleurs de l'Etat, par l'importance et la qualité de leurs effectifs syndicaux dans le mouvement ouvrier français et sur le plan international, sont très lourdes.

Une année féconde en batailles syndicales victorieuses vient de s'écouler. Une autre s'ouvre, où les tâches présentes exigeront aussi l'attention redoublée, la discipline organique, l'unité indestructible, la ferme et intelligente direction,

qui ont fait leurs preuves au cours de la période 1946-1947.

Si c'était encore à démontrer, une fois de plus la C.G.T. a convaincu ses adversaires mêmes du patriotisme qui l'inspire, de sa capacité constructive, de son amour de la démocratie, de la puissance sereine de son organisation monolithique et aussi de l'universalité de son rayonnement. Outre les problèmes de l'Union Française, ceux de la Grèce, de l'Espagne ont bénéficié de la présence active et constante de la C.G.T.

L'intervention magistrale de Jouhaux à l'O.N.U., la fraternelle action C.G.T.-U.G.T., les liens qui unissent notre **Federacion de Funcionarios Publicos de España** à l'U.G.F.F., à ses Fédérations, à celle des Travailleurs de l'Etat, à chacun de ses syndicats, à chacun de leurs adhérents sont des preuves concluantes.

Des sommes considérables ont été versées aux fonds de notre mouvement syndical, à celui de solidarité avec les grévistes du pays basque. Inlassablement, ont été adoptées des résolutions de solidarité morale avec notre lutte, pour arrêter la terreur franquiste, contre Franco et pour la liberté du peuple et de la classe ouvrière espagnole.

Notre combat a crû en intensité et en ampleur ; il continue, grâce à l'encouragement de cette solidarité morale, à ses possibilités économiques, qui accroissent et raidissent notre volonté de vaincre.

Nous avons demandé à nos camarades français des efforts très importants. Aujourd'hui, en plein raidissement de la lutte, quand l'ennemi réagit avec une brutalité sans précédent, quand le mordant des organismes syndicaux, politiques et de guerre de notre résistance se concrétise et passe à une nouvelle phase du combat, au seuil des congrès des Fédérations des Travailleurs de l'Etat, de l'Administration générale, des Finances, des Travaux publics, de la Police, de l'Economie générale et de l'U.G.F.F., congrès auxquels nous avons été fraternellement invités, nous irons à nouveau auprès de nos camarades français, leur dire ce que nous avons fait avec leur appui et leur solidarité morale et matérielle, ce que nous attendons encore de leur participation à la lutte du peuple espagnol pour sa libération, de sa fraternelle solidarité syndicale, et leur confirmer notre volonté irréductible, parallèle à la volonté de la classe ouvrière et du peuple espagnol, d'écraser Franco et son régime indigne et de reconquérir, avec la République, les libertés syndicales et démocratiques pour l'Espagne.

Le Comité central du Groupe professionnel en France de la Fédération des Fonctionnaires publics d'Espagne exprime ses salutations fraternelles à tous les délégués aux Congrès des Fédérations des fonctionnaires, de l'U.G.F.F. et de la Fédération des Travailleurs de l'Etat, en faisant des vœux pour le plus grand succès de leurs délibérations pour le bien de la classe ouvrière et du grand peuple français.

Convaincus de l'esprit de solidarité avec la cause du peuple espagnol qui vous anime et qui a été démontré en toutes occasions, nous vous sommes à l'avance reconnaissants des résolutions qui vont marquer une fois de plus votre compréhension du sens universel de la lutte que notre classe ouvrière et notre peuple soutiennent contre Franco et son régime pour la République, pour la démocratie, pour la liberté politique et syndicale.

REFERENDUM SOUS LA TERREUR

Après la promulgation de la fameuse loi de succession avec laquelle, malgré la répulsion de notre peuple, le dictateur espagnol prétend s'accrocher aux délices du pouvoir personnel, un referendum est annoncé pour le mois de juillet, afin de donner à cet avorton et au régime imposé par le sang et le feu, les apparences d'une approbation populaire.

Cette loi, qu'il prétend faire passer pour « démocratique », a été adoptée en séance « parlementaire » des « Cortès » du Caudillo et elle contient des précisions qui donnent à Franco le pouvoir de refuser tel ou tel aspirant « Roi » ou « Régent », même si lesdites Cortès le proposaient ou approuvaient, le prétendant, d'ailleurs, étant astreint à l'acceptation « a priori » des principes phalangistes du régime.

Le peuple espagnol, sa classe ouvrière en tête, qui lutte farouchement pour reconquérir sa liberté, qui étale ouvertement son aversion au régime fasciste par des actions d'orientation aussi revendicative que politique — la démonstration des journées de mai en pays basque en sont une héroïque preuve — s'abstiendra de participer à la comédie « démocratique » du referendum, escomptant à l'avance que, son résultat mathématique soit ou non favorable, Franco restera au pouvoir parce qu'il va avoir lieu sous l'empire de la terreur la plus sauvage que notre pays ait connue.

Coincitant avec l'approbation de cette « loi de succession » et avec l'annonce du referendum, une nouvelle vague de terreur a été déclenchée contre notre peuple. Arrestations et assassinats en masse, tortures et exécutions sommaires, « loi d'évasions », déportations, etc., toute la gamme des méthodes et des procédés de la terreur nazie.

Des milliers d'ouvriers et d'antifranquistes ont été arrêtés. Des ouvriers et des paysans ont été encore assassinés en grand nombre au cours des trois derniers mois. Rien que pendant le mois d'avril, avant les journées de grève du pays basque, soixante-huit travailleurs ont été les victimes du sadisme assassin franquiste.

Et ce ne sont que des faits rigoureusement contrôlés, un pâle réflexe en som-

me des nombreux crimes à la charge de Franco et de la Phalange.

En date du 3 mai, un nouveau décret, que nous reproduisons ailleurs, a été publié, où la peine de mort est requise contre tout acte ou propagande contre le régime. Son article 5 prévoit que la loi punira « tous ceux qui, vivant clandestinement, auront adhéré aux partis ou groupes coupables de maraude, banditisme ou de subversion sociale ».

D'après ce décret, tous les travailleurs adhérant aux syndicats clandestins, tous les Espagnols antifranquistes sont passibles de la peine de mort.

Dans ce danger se trouve déjà, parmi tant d'autres, notre camarade Jose Sature, membre du Comité National de l'U.G.T. et secrétaire de l'Union des radiotélégraphistes d'Espagne, détenu depuis quelques jours sous l'inculpation de subversion sociale.

Considérant encore trop faible cette sauvage loi de répression, un ordre de service confidentiel vient d'être remis à toute la police par lequel le directeur général de la Sûreté interdit de faire des prisonniers et ordonne d'assassiner sur place les patriotes arrêtés.

(Suite en quatrième page.)

Nouveau décret-loi contre le « terrorisme »

Le « Bulletin officiel de l'Etat » franquiste a publié, le 3 mai 1947, un décret-loi portant la date du 18 avril 1947, contre les délits de « banditisme et terrorisme » qui n'a de pareil que les dernières dispositions de Himmler lorsque le régime nazi, par l'avance foudroyante des armées alliées sur Berlin, se trouva aux abois.

On remarquera dans la partie dispositive de cette loi, dont on trouvera le texte ci-dessous, qu'il vise essentiellement les exploits des vaillants QUERRILLEROS et dans l'article 5 le mouvement syndical clandestin et les grèves, le tout camouflé avec de grands mots sur la « dépravation morale », dit le préambule, de l'après-guerre, alors que Franco a dit que la guerre était finie en avril 1939.

La partie dispositive du décret-loi est ainsi conçue :

Article premier. — Ceux qui, pour atteinte à la sûreté publique, apeurer la population d'une ville, pour accomplir des vengeances ou des représailles d'un caractère social ou politique, troubler la tranquillité, l'ordre ou les services publics, provoqueront des explosions, des incendies, des naufrages, des déraillements, des interruptions dans les communications, des effondrements, des inondations, ou feront usage de tout autre moyen ou artifice qui peuvent produire des méfaits graves seront punis :

1° de la peine de mort s'il se produit la mort d'une personne ;
2° de la réclusion perpétuelle dans les autres cas.

Art. 2. — Le simple usage ou placement de substances, matières ou artifices, ayant pour but les faits mentionnés dans l'article antérieur, fera l'objet d'une punition analogue au deuxième alinéa, même s'il n'y a pas eu d'incendie, explosion ou autre effet.

Art. 3. — Ceux qui pour accomplir un vol ou à l'intention de celui-ci ou à l'occasion du vol, voudraient attaquer ou intimider des personnes avec des armes à feu seront punis :

a) de la peine de mort s'il se produit la mort d'une personne ;

b) de la réclusion majeure à vie ;
Si le malfaiteur ou les malfaiteurs agissent par surprise sur les habitants d'une maison particulière ou commerciale ou agissent contre une personne chargée de la garde ou du transport de valeurs, ou arrêtaient des voyageurs à champ découvert ;
Si quelqu'un des malfaiteurs avait des armes de guerre.

Art. 4. — Ceux qui s'empareront d'une personne seront punis :

1° De la peine de mort s'il se produit la mort, mutilation ou viol de la personne saisie ou disparue, s'il n'est pas donné raison d'elle.
2° De la réclusion majeure à vie dans les autres cas.

Lorsque, par des circonstances spéciales au fait, il serait démontré qu'il n'y a pas eu à craindre pour l'intégrité corporelle de la per-

sonne saisie, il sera appliqué la législation commune.

Art. 5. — Ceux qui s'éloignèrent d'une façon manifeste de la vie sociale ou qui vivraient subrepticement dans la vie urbaine, formeraient des bandes ou des groupes propres pour le maraude, pour le banditisme ou à la subversion sociale, seront punis :

1° De la peine de mort :
a) Le chef de la bande dans tous les cas.
b) Les composants de la bande qui auraient collaboré de quelque manière que ce soit à la réalisation d'un délit mentionné dans cette loi.

2° De la réclusion majeure ou mort pour ceux qui auraient pris part à la réalisation des délits compris dans cette loi.

3° De la peine de réclusion majeure, les autres délits non compris dans les deux paragraphes précédents.

Art. 6. — Ceux qui aideront sans se rendre complices ou recèleurs des composants des groupes ou bandes mentionnés dans l'article précédent seront punis de la peine de prison mineure ou déportation, suivant l'avis du tribunal qui pourra en outre infliger une amende de 5 à 100.000 pesetas.

Art. 7. — Ceux qui profitant de la peur, plus ou moins fondée, réaliseront un des délits mentionnés dans cette loi, ou accompliront d'autres faits de banditisme ou de manderaient sous l'anonymat par des menaces claires ou supposées, pour se faire donner ou placer quelque part de l'argent, bijoux, valeurs ou d'autres biens quelconques ou pour obliger à ne pas faire telle ou telle chose, seront punis de la peine de prison mineure à vie.

Art. 8. — Seront exonérés de la peine qui pourrait leur être infligée :

a) ceux qui compromis pour réaliser un des délits mentionnés dans cette loi, le dénonceront avant d'être engagés et à temps voulu pour en éviter les conséquences ;

b) ceux compromis dans l'alinéa 3 de l'article 5 qui faciliteront vraiment l'arrestation de la bande ;

c) ceux compris dans l'article 6 ayant agi par peur, qui prévendront sans retard la force publique sur la présence des malfaiteurs.

La simple omission de la dénonciation rapide sera considérée comme complicité.

Art. 9. — La jurisprudence militaire aura seule compétence pour connaître des délits punis par cette loi et jugés par la procédure d'urgence.

Si, par des circonstances spéciales, les faits n'avaient pas la gravité suffisante pour être qualifiés comme délits de terrorisme ou banditisme et devaient être jugés conformément à la loi commune, la législation militaire pourra se dessaisir de l'affaire.

Art. 10. — La loi de sécurité de l'Etat et toutes dispositions contraires à l'esprit de cette loi sont annulées. Le présent décret-loi sera soumis aux Cortes.



Tu es libre ! Tu peux voter avec le Caudillo, ou pour le Caudillo.

La grève du pays basque et ses répercussions

Le fait héroïque du grand mouvement combatif, d'unité antifranquiste, constitué par la grève dans le pays basque, est, par son envergure et son volume, l'épisode le plus important qui se soit produit depuis l'imposition du régime de Franco à notre patrie.

Nous devons analyser ses conséquences et ses caractéristiques, ses répercussions, ses exemples qui sont déjà entrés dans le domaine de l'histoire des luttes de notre peuple pour sa libération, pour la liberté et la démocratie.

La grève de Bilbao s'est effectuée par l'unanimité des 60.000 travailleurs adhérant à l'Union générale des Travailleurs, à la Confédération nationale du Travail, à l'organisation catholique de solidarité basque.

Cette unité des travailleurs est, par elle-même, un premier triomphe politique qui symbolise la protestation d'un peuple contre le régime qui l'opprime.

Le franquisme est surpris par cette unité de la classe ouvrière, et cette protestation, par son unanimité obtient la sympathie de toutes les classes démocratiques des peuples d'Espagne même en partie de la classe nationale qui s'oppose à appliquer, dans certains ateliers et usines, les représailles gouvernementales.

La manifestation, nettement politique, s'est produite en commémoration de la journée du Premier mai, fête internationale du travail, et cette circonstance déclenche la sympathie active et l'appui décidé de la

démocratie internationale et principalement de la classe ouvrière de tous les pays. La F.S.M. intervient rapidement et efficacement et adopte la résolution de se solidariser avec les travailleurs basques, avec tout le peuple espagnol.

L'unité de la protestation et son ampleur ont été un rude coup pour le franquisme, mais aussi pour les chantres de la capitulation, ces soi-disants représentants des ouvriers et des républicains, ces hommes sans foi parmi notre peuple, qui ont été démasqués comme des ennemis des institutions républicaines et de la démocratie. Cette unité, cette droiture est un triomphe aussi sur les dangereux conciliabules de certaines chancelleries, tenus à l'insu du peuple espagnol.

La grève en Biscaye a eu un retentissement mondial. Elle n'est pas finie, elle se prolonge et se répète avec les dockers de Pasajes, avec d'autres secteurs de la production, dans d'autres endroits du territoire espagnol, bien connus pour leur combativité.

Le renforcement de cette combativité des travailleurs unis contre le franquisme est une démonstration de la ligne juste de notre II^e congrès de l'U.G.T., ligne d'unité et de combat, ligne unitaire autour du conseil central de la Résistance.

Elle montrera aussi devant le conseil de l'O.N.U. la volonté républicaine de notre peuple, seule solution qui s'impose au problème espagnol.

Les répercussions accélérant la chute de Franco phalangisme dont les méthodes de répression ont largement démontré son origine hitlérienne.

L'unité qui a triomphé dans le pays basque est un exemple pour tous à l'intérieur comme à l'extérieur.

L'unité est une victoire antifranquiste. La grève totale en Biscaye met fin à une étape de mouvements isolés, pour gagner les plus larges masses des peuples de la presqu'île, et prélude en même temps à une solide et active unité antifranquiste, moyen le plus efficace pour finir avec Franco et instaurer la démocratie républicaine.

Avec l'unité et la décision de vaincre, avec l'appui de la démocratie mondiale qui ne peut pas oublier que la cause du peuple espagnol dépasse les frontières pour être la cause de tous les hommes libres, du progrès et de la paix mondiale, le peuple espagnol ira jusqu'à la fin.

Notre appel a été déjà entendu. Principalement les fédérations françaises des fonctionnaires, des services publics, des travailleurs de l'Etat, ont montré et montrent chaque jour, de la direction à la base sa solidarité fraternelle et magnifique.

Nous appelons aussi à la solidarité tous les travailleurs de la fonction publique de tous les pays, en leur demandant de rendre effective sa solidarité morale et matérielle pour la continuation de notre combat, pour aider les victimes de la répression en pays basque, répression sauvage et sanglante qui dépasse toute description et toute imagination, répression déclenchée sur les ouvriers qui ont fait honneur à la fête du Premier mai, journée internationale du monde du Travail, expression de la volonté de la classe ouvrière de marcher vers le progrès, pour la démocratie, pour la liberté.

Pour que dans le monde la liberté renaisse

(Suite de la première page.)

La résistance espagnole s'organise comme s'est organisée la résistance française : grèves sur le tas ou grèves perlées, guerillas, bulletins clandestins, exécution des bourreaux franquistes dans les rues de Madrid, de Barcelone, des grandes villes, le long des routes, etc. Mais la résistance espagnole ne reçoit pas de l'extérieur l'aide qu'elle est en droit d'attendre. Les faiblesses et les complaisances à l'égard de Franco et de son régime sont la marque d'une courante régression sociale que les puissances économiques et financières tentent de développer dans le monde.

Le combat de nos camarades d'Espagne est aussi le nôtre. Tous ceux qui sont épris de cet idéal de justice et de liberté qui est celui des syndicalistes, des vrais syndicalistes de tous les pays, se doivent d'aider ces hommes qui souffrent, qui se battent et qui meurent chaque jour.

Franco, danger pour tous les peuples libres, symbole de l'oppression doit disparaître. Il disparaîtra. Ce sera une des gloires du syndicalisme français d'y avoir contribué.

A. Le L.

Une lettre de nos camarades d'Espagne

(Traduction de la lettre originale remise à notre organisme dirigeant en France par les camarades dirigeant le Comité Provisional de l'U.G.T. de l'intérieur du Pays Basque).

A LA JUNTA CENTRAL DE L'U.G.T. EN FRANCE.

Chers camarades,

Nous avons bien reçu les 100.000 Pesetas que vous nous avez envoyées, pour marquer votre solidarité à l'égard des camarades emprisonnés ou poursuivis à la suite de la grève des premiers jours de mai.

Les foyers désolés par la plus sauvage répression et par la terreur fascistes ont commencé à recevoir ces secours qui apporteront un soulagement à la misère et à la famine qui s'y installent.

La confiance et l'espoir qu'ont placés en vous les Ugetistes et la classe ouvrière sont justifiés par les efforts constants que vous avez déployés en notre faveur. Ces sentiments ne sont pas diminués par notre séparation, toute temporaire d'ailleurs, et l'appui matériel que vous avez commencé à nous fournir nous permettra d'intensifier le combat antifranquiste et d'amener plus rapidement la victoire de la République.

Nous avons connaissance également de votre action énergique pour une organisation puissante, unique et solide au sein de l'U.G.T. et la réalisation de l'unité syndicale, arme la plus puissante entre les mains de la classe ouvrière.

De notre côté, nous intensifierons les efforts pour obtenir ce résultat et faire rayonner notre déjà puissante organisation jusqu'aux derniers recoins d'Euzkadi, développant notre lutte pour la défense des intérêts économiques et politique de la classe ouvrière.

Au nom de nos camarades victimes de la répression et de tout notre peuple, nous vous transmettons nos salutations fraternelles qui vont surtout à ceux qui s'opposent à toute manœuvre de capitulation et travaillent pour le triomphe de la République.

Le Comité de l'U.G.T. d'Euzkadi,

Le Président,

Le Trésorier.

UN PEUPLE N'EST JAMAIS LIBRE si un peuple voisin gémit sous le joug

par **Jacques PRUJA**

secrétaire général adjoint de l'U.G.F.F.

Malgré la terreur, malgré l'opaque oppression du régime franquiste, les travailleurs basques ont cessé le travail le 1^{er} mai. Par ce geste héroïque, nos frères d'Espagne ont marqué leur solidarité avec les travailleurs du monde. Malgré leur baillon, malgré leurs chaînes, ces esclaves que Franco a, depuis dix ans, voulu ravalier au rang de la bête, se sont dressés, dans le magnifique orgueil de la race espagnole, contre la brute fasciste.

Il ne faut pas voir, dans les manifestations ouvrières du pays basque, un simple réveil du prolétariat espagnol. La conscience espagnole ne s'est jamais éteinte; le peuple espagnol ne s'est jamais avoué vaincu: il a perdu une bataille, mais il n'accepte pas la défaite et il prépare sa revanche.

Elle serait déjà venue, inexorable et puissante, si le fantôme de Madrid ne polarisait autour de lui toute la réaction internationale. Franco seul, isolé, serait depuis longtemps balayé comme fétu de paille de la scène de l'Histoire. Il aurait sombré comme Mussolini, son comparse. Mais les trusts américains, mais les banquiers anglais veillent à la sauvegarde d'un régime qui assure la pérennité et prospérité des intérêts capitalistes anglo-saxons, la tête de pont stratégique et idéologique en vue d'une offensive possible contre les républiques populaires d'Europe et la nouvelle démocratie française. L'Espagne, la Grèce, la Turquie, ne sont que les postes avancés de la réaction internationale en quête de nouvelles aventures sanglantes. Mais les peuples de ces pays n'ont jamais accepté et n'accepteront jamais que l'étranger règne en maître chez eux par personne interposée.

En luttant contre la dictature, le peuple basque lutte pour la liberté de tous les travailleurs du monde et pour la paix entre tous les peuples du monde.

Sa lutte est notre lutte: ses victoires dépassent le cadre des frontières de l'Espagne; elles sont les victoires des hommes libres de tous les pays. C'est pourquoi les hommes libres du monde ne peuvent rester indifférents à la lutte du peuple espagnol sans se condamner eux-mêmes, sans compromettre leur propre liberté et leur propre tranquillité.

En manifestant le 1^{er} mai, le peuple basque a marqué l'étroite et fraternelle solidarité qui unit les travailleurs de tous les pays et il a montré qu'un pays n'est jamais tout à fait libre si un peuple voisin gémit sous le joug d'un tyran.

Pour nous, Français, la liberté que nous avons conquise au bout de quatre années de résistance à l'oppression, restera toujours précaire tant que subsisteront dans le monde, et particulièrement en Espagne, des vestiges de la tyrannie fasciste.

L'aide au peuple d'Espagne est l'un des aspects de notre propre lutte contre la réaction de notre pays. Tout affaiblissement de la réaction internationale est une victoire sur notre propre réaction nationale. Les forces répressives sont puissantes de par leur liaison et leur solidarité internationale. Travailleurs français, unissons nos efforts aux héroïques efforts du peuple espagnol. Soyons solidaires des travailleurs d'Espagne; apportons leur notre concours moral et matériel pour qu'ils sentent que la classe ouvrière française est au diapason de

leurs infortunes ainsi que de leurs espérances. Et nous, fonctionnaires français, si légitimement fiers de nos conquêtes sociales et des prérogatives nouvelles que nous confère le statut de la fonction publique, n'oublions jamais qu'elles peuvent, un jour, être remises en cause si la menace du régime fasciste continue à subsister de l'autre côté des Pyrénées.

SOLIDARITE

des fonctionnaires français avec
les grévistes du Pays Basque

Sommes versées par les Fédérations
à la C.G.T., au C.C.P. de l'U.G.F.F.
et à notre trésorerie.

	Francs
Economie générale.	50.000
Travailleurs de l'Etat.	25.000
Travaux publics.	5.000
Administration générale.	25.000
Finances.	25.000
Police (souscription en cours).	
Air, Guerre, Marine (souscription en cours).	
Enseignement (souscription en cours).	
	130.000

Dans notre prochain bulletin nous publierons la liste des syndicats nationaux ayant souscrit, ainsi que celle des organismes départementaux qui ont fait des versements par l'intermédiaire de notre Fédération.

Pour une Espagne républicaine et démocratique

par **Rose ETIENNE**

Secrétaire de l'U.G.F.F.

Depuis plus de dix ans, nous assistons impuissants à la lutte des Espagnols républicains contre le régime franquiste.

C'est avec douleur que nous voyons nos frères espagnols se débattre contre une dictature dont nous avons pu, en France, mesurer les néfastes effets pendant une période moins longue mais qui nous a paru pourtant une éternité.

La libération avait apporté avec elle non pas l'espoir, mais la certitude que le fascisme était définitivement vaincu dans le monde et que les peuples épris de liberté allaient enfin goûter à nouveau la joie d'exercer cette liberté sans autre contrainte qu'une discipline librement consentie et basée sur la raison et sur la conscience.

La situation du peuple espagnol est tragique. Si nous sommes bien informés, 75 % des enfants d'Espagne sont atteints de tuberculose et, en dehors de toute préoccupation politique, cette situation pose un problème humain qui ne peut et ne doit laisser personne insensible.

Les Espagnols qui vivent en France sont malheureux. Loin du pays, privés de ressources, ils souffrent dans leur chair et dans leur esprit.

En Espagne, on emprisonne, on fusille, on tire même, nous dit-on, sur tout groupe suspect.

Nos camarades fonctionnaires espagnols, réfugiés en France, savent qu'ils peuvent compter sur l'appui moral des fonctionnaires Français, mais cela ne saurait suffire, il faut éveiller les consciences, faire appel non pas à la compassion mais à l'esprit de solidarité, rappeler aux Français que rien ne leur est plus précieux que la liberté, qu'ils ont payé la leur au prix du sang et des larmes et qu'ils ne doivent pas oublier qu'un peuple républicain opprimé a les yeux fixés sur les démocraties avec l'espoir que celles-ci pourront enfin s'unir pour secouer le joug qui pèse sur les malheureux républicains espagnols qui, comme les Français, savent donner leur vie pour la liberté.

REFERENDUM SOUS LA TERREUR

(Suite de la deuxième page.)

Voici la traduction de ce cynique document :

« Compte tenu des interventions des représentants diplomatiques étrangers au sujet de certains procès instruits contre des individus arrêtés pour activités criminelles contre la sécurité de l'Etat et le prestige de notre Patrie, les forces chargées de la répression des actes de sabotage et terrorisme appliqueront dorénavant en toute rigueur le châtiment mérité par tout détenu porteur d'arme ou coupable d'acte de ce genre. En conséquence, aucun prisonnier ne doit être fait, sauf dans les cas où il y aurait des témoignages suspects ou s'il se produisait des circonstances qui pourraient donner lieu à une propagande qui profiterait à nos ennemis. »

Après un tel appel à l'assassinat, méthode brutale de renforcement du système de répression fasciste, la solidarité

internationale est plus que jamais nécessaire et urgente pour arrêter par des décisions efficaces le bras du tyran.

Il faut que l'action solidaire des travailleurs français et de la conscience universelle soit exprimée matériellement par l'envoi aux prisons de colis de linge, de denrées alimentaires, de médicaments, en les adressant directement et personnellement aux détenus.

Il faut réclamer la constitution d'une commission internationale de juristes qui aille en Espagne enquêter sur place sur les conditions de terreur auxquelles notre peuple est contraint et fasse arrêter la sauvage répression fasciste.

Tous nos efforts, toute la solidarité de la classe ouvrière internationale et particulièrement la vôtre, camarades français, sont nécessaires pour en finir avec le régime franquiste et rendre au peuple espagnol la République et avec elle les libertés qui lui ont été ravies.